

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1860 - 26 mars 2004 - prix : 1 €

Le gouvernement Raffarin sanctionné

**Un vote qui
fait plaisir
mais qui n'est
pas suffisant**

- Régionales

Les résultats
des listes
LO-LCR

p. 4, 5, 7

- Chercheurs

La lutte
continue

p. 10

- Le progrès version Medef

Retour au
XIX^e siècle

p. 11

L'assassinat de Cheikh Yassine

**Le terrorisme d'État
de Sharon**

p. 16



Sommaire

Élections régionales

- p 4-5 ■ Désaveu pour la droite, progression de la gauche et stabilité de l'extrême gauche
 ■ Les résultats du PCF, sans changement, comme sa politique.

- P 7 ■ Les résultats des listes LO-LCR

Tribune

- p 6 ■ Après la gifle, à quand le coup de balai ?

Leur société

- p 6 ■ Une politique dans l'éducation qui aggrave les inégalités.
 P 10 ■ Chercheurs : le mouvement continue et gagne l'université.
 P 11 ■ Le Medef et la "modernisation" du droit du travail
 ■ La lutte des "recalculés" du chômage
 ■ Le conseil d'État reconnaît la carence de l'État pour l'amiante.
 P 12 ■ Les travailleurs sociaux dans la rue
 ■ A propos des maisons de retraite
 ■ HLM, se loger, c'est la galère.
 ■ Courrier des lecteurs

Dans le monde

- p 8-9 ■ Kosovo : l'intervention impérialiste n'a rien réglé.
 ■ Autriche : le Parti Socialiste signe un accord avec l'extrême droite.
 ■ Grande-Bretagne : Blair toujours sur la sellette.
 P 16 ■ Proche-Orient : Cheik Yassine assassiné.
 ■ La politique des États impérialistes alimente le terrorisme.

Dans les entreprises

- p 13 ■ Grève à l'Alstom La Courneuve
 ■ De l'argent, il y en a, chez STMicroelectronics Grenoble
 ■ Fin de la grève des banques aux Antilles-Guyane.
 P 14 ■ 15 jours de grève à Saes Toulouse
 ■ Noroxo - Harnes (Pas-de-Calais) ; Wärtsilä Mulhouse
 p 15 ■ Ouverture du marché et du capital à l'EDF-GDF.

• Eau potable

Les profits coulent à flots

D'après une enquête publiée à l'initiative des distributeurs d'eau (on n'est en l'occurrence jamais mieux arrosé que par soi-même), il apparaîtrait que 80 % des Français feraient confiance à l'eau courante. Et même s'ils la trouvent un peu chère, ils se disent, paraît-il, prêts à payer encore plus pour l'avoir plus pure.

Depuis dix ans le prix de l'eau a en moyenne doublé. Cela devrait continuer, dit-on, à cause de la pollution des eaux par l'agriculture et l'industrie. Et de fait, c'est dans les régions d'agriculture et d'élevage intensif, voire industriel, comme la Bretagne, les plaines picardes ou celles du Bassin aquitain, que les prix sont les plus élevés, dépassant nettement les trois euros par mètre cube, pour culminer à 3,80 euros dans le Morbihan. Il en est de même dans les régions polluées par l'industrie : le Nord-Pas-de-Calais, le vieux bassin industriel de la Loire, la Seine-Saint-Denis ou le Val-de-Marne où là aussi les prix atteignent des sommets.

Mais pourquoi les consommateurs devraient-ils payer les dégâts infligés à la nature par les firmes capitalistes ? Et pourquoi faudrait-il que des géants industriels comme Suez, Bouygues, etc., se gavent de profits en monopolisant cette ressource indispensable à la vie ?

S'agissant du prix de l'eau, les régies publiques pratiquent dans tous les cas un prix moyen bien inférieur à celui facturé par les sociétés privées. Concernant la captation et le transport, la différence est de 0,23 euro et de 0,43 euro pour l'assainissement. Et cette comparaison est d'autant plus importante que la gestion de l'eau confiée à une entreprise privée a nettement progressé en trois ans et concerne désormais 54 % des communes et 71 % de la population.

C'est dire combien ces sociétés s'enrichissent alors que l'eau, ce bien précieux, devrait pour le moins être vendue au prix coûtant dans le cadre d'un véritable service public.



AFP

• Samedi 27 mars

Manifestons avec les sans-papiers

Samedi 27 mars, la Coordination nationale des sans-papiers organise une manifestation à Paris, qui partira à 14 heures de la place de la Nation.

Les gouvernements successifs n'ont pas réglé le problème de la régularisation des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs étrangers que la législation condamne à vivre sans papiers et sans droits.

À la merci de patrons sans scrupules, obligés bien souvent de recourir pour se loger à des marchands de sommeil qui leur imposent des loyers très chers dans des taudis, la précarité et la misère sont leur pain quotidien. Sans oublier la hantise de contrôles qui peuvent se traduire par une expulsion hors du territoire.

Leur vie, leur santé, le respect de leur dignité ne valent rien aux yeux des autorités et des gouvernements qui se succèdent sans prendre la seule mesure, de simple humanité, qui s'imposerait : la régularisation immédiate de leur situation.

Depuis des années des organisations qui les soutiennent organisent des luttes et des manifestations. Lutte Ouvrière qui a toujours été à leurs côtés soutient cette nouvelle initiative et appelle à participer aux manifestations qui pourront être organisées dans les différentes villes et notamment,

**À Paris
Samedi 27 mars
à 14 heures
place de la Nation**

Bassin de décantation de l'usine d'Achères, en région parisienne. Recyclage de l'eau... et de l'argent des municipalités.

Fête de Lutte Ouvrière

**à Angers
dimanche
25 avril 2004
À PARTIR DE MIDI
aux Greniers
Saint-Jean
place du Tertre**

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

**LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE**

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron
153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 150 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE		
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, par avion	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
 PRÉNOM :
 ADRESSE :
 CODE POSTAL et VILLE :
 COMPLÉMENT D'ADRESSE :
 Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de :
 Règlement :
 par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,
 par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 22 mars 2004

Un vote qui fait plaisir mais qui n'est pas suffisant



Ainsi la droite, le gouvernement Raffarin et, au-dessus de lui, Chirac viennent de recevoir un sérieux désaveu. Au bout de deux ans de gouvernement, les électeurs ont dit son fait à Raffarin. Et c'est bien réjouissant ! Cela ne changera rien à la majorité de droite à l'Assemblée nationale et c'est toujours la droite qui aura le gouvernement. Plusieurs ministres seront remplacés et peut-être même Raffarin,

mais cela ne changera pas la politique menée, sauf peut-être avec un peu moins d'arrogance dans les discours.

Le FN ne progresse que très légèrement et cela montre qu'heureusement ce parti réactionnaire n'a pas servi de moyen de protestation aux classes populaires.

La gauche sera en situation d'être à la direction d'un plus grand nombre de régions que précédemment. L'électorat populaire, celui qui vote pour la gauche, a choisi le Parti Socialiste, le Parti Communiste et leurs alliés pour exprimer son rejet de la politique de Raffarin. C'est vrai que lorsqu'on veut frapper un adversaire on se sert des armes qu'on a sous la main, sans être trop regardant.

Mais il ne faut pas croire que la situation des classes populaires et de tout ce qui concerne la population va changer en quoi que ce soit dans les régions qui passent à la gauche. Dans l'Île-de-France par exemple, personne n'a ressenti dans sa vie quotidienne que, depuis six ans, le président de région était un socialiste. Et s'il le reste six ans de plus, on ne le sentira pas plus.

La politique de la droite, son mépris de la population laborieuse, sa suffisance, ont littéralement fait campagne pour la gauche, qui n'a pas eu besoin de dire quoi que ce soit de ce qu'elle ferait si elle revenait au pouvoir. La gauche n'a même pas promis d'annuler les mesures réactionnaires du gouvernement Raffarin.

En ce qui concerne les listes présentées en commun par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolu-

tionnaire, leurs résultats ne sont pas ceux que la presse leur prêtait avant le scrutin. Mais avec 5 % des voix à l'échelle nationale, ces résultats, s'ils sont inférieurs par rapport à la présidentielle, sont stables par rapport à d'autres élections similaires et en progression par rapport aux élections régionales précédentes et surtout très supérieurs aux élections législatives de 2002, le dernier scrutin en date. D'ailleurs, l'extrême gauche n'a jamais obtenu autant de voix, dans des élections régionales, européennes ou législatives, qu'à l'élection présidentielle.

Ce résultat de 5 % au niveau national se maintient, sensiblement le même depuis 1995, à part aux législatives de 2002, ce qui prouve que l'électorat d'extrême gauche existe et se maintient à travers les aléas et les divers scrutins.

Il aurait réellement mieux valu, pour l'avenir, que le mécontentement populaire se manifeste plus sur les listes d'extrême gauche que sur la gauche, que l'on a vu servir les plus riches pendant cinq ans au pouvoir. Beaucoup se sont dit que la droite est pire que la gauche. C'est vrai ! Mais il ne faut pas oublier que, pour prendre toutes ces mesures antipopulaires, la droite est partie d'un tremplin préparé par la gauche. Il faut savoir aussi que, si la gauche revient au pouvoir, elle partira de ce qu'a fait la droite, sans revenir en arrière. Et, à son tour, elle fera pire que ses prédécesseurs de droite.

Les élections ne peuvent apporter le bonheur, elles ne peuvent que redonner le moral. Espérons que celles-ci le feront.

En tout cas, ni LO ni la LCR ne sont des partis électoralistes, même s'ils se présentent aux élections. Car ils ne cherchent aucune place dans l'appareil d'État, qui ne peut être qu'au service de la bourgeoisie.

Les militants de LO et de la LCR militent essentiellement au sein des classes populaires et dans les luttes sociales car c'est seulement elles qui peuvent changer les choses. Nos organisations le font tout au long de l'année, pendant les élections comme en dehors des élections, et elles continueront à le faire à l'avenir.

Arlette LAGUILLER

La déclaration commune LO-LCR

Le 21 mars au soir, les directions des deux organisations, Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire, ont fait la déclaration commune suivante :

Le gouvernement Raffarin et l'offensive brutale antisociale menée depuis deux ans viennent d'être désavoués. L'augmentation du chômage, les privatisations, la suppression des allocations pour les chômeurs, la démolition du système des retraites et les attaques contre l'Éducation nationale ont été massivement rejetées.

Quant à savoir si cela signifie une confiance renouvelée pour les partis de gauche de la part de

l'électorat populaire, c'est une autre affaire. Car ce désaveu de la droite n'est pas une approbation de la gauche, même si c'est elle qui profite de cet état de fait.

Le Front National confirme ses positions. Au moins la démolition de l'électorat populaire ne lui a pas vraiment profité, même s'il représente un danger.

Le mode de scrutin de ces élections favorise les partis dominants. Ainsi, avec une aug-

mentation du nombre de leurs voix par rapport aux élections régionales de 1998, les révolutionnaires n'auront aucune représentation dans les Conseils régionaux.

En ce qui concerne les listes LO-LCR, à l'échelle nationale nos scores se maintiennent et cela montre que l'électorat d'extrême gauche reste stable depuis des années, même si ses résultats ont connu des variations. De toute façon, nos organisations, aussi bien LO que la LCR, militent aussi, en permanence, parmi le peuple, les travailleurs, les salariés, les retraits,

les chômeurs, les jeunes et tous ceux qui sont les victimes de cette société, pour les convaincre qu'il y a d'autres façons de changer leur sort.

Les résultats des listes LCR-LO montrent aussi qu'une partie significative de l'électorat s'est retrouvée dans les objectifs que nous avons défendus pendant la campagne. Cela représente un espoir pour les luttes futures. C'est dans ce sens que nous mènerons ensemble la prochaine campagne des élections européennes.

Pour le deuxième tour, comme nous l'avons dit pen-

dant notre campagne, nous ne donnerons pas de consigne de vote et nous ne fusionnerons avec aucune liste. Nos électrices et électeurs se détermineront librement.

Nous continuerons à défendre les objectifs qui ont trouvé pendant la campagne un écho favorable parmi les travailleurs, en sachant que ce n'est pas dans les urnes mais par leur lutte que les travailleurs les imposeront.

**Le 21 mars 2004 à 22 h 50
Lutte Ouvrière -
Ligue Communiste
Révolutionnaire**

Désaveu pour la droite progression de la gauche et stabilité de l'extrême gauche

Par-delà le nombre de régions susceptibles d'être perdues par la droite au lendemain du deuxième tour, le premier tour, le seul où l'opinion des électeurs n'est pas transformée par les éliminations ou les fusions, constitue un désaveu pour le gouvernement Raffarin et pour Chirac. Par rapport aux élections régionales précédentes, la droite recule de 35,85 % à 34,96 % et le total des listes de gauche – regroupant les listes communes à tout ou partie de l'ex-gauche plurielle, ainsi que les quelques listes séparées du Parti Communiste et des Verts – atteint 40,31 % des voix, dépassant les 36,48 % des régionales de 1998 et aussi les 32,45 % calamiteux des quatre candidats se revendiquant du gouvernement Jospin au premier tour de la présidentielle de 2002 (37,78 % si on compte Chevènement, devenu critique sur le tard).

La droite paie la politique du gouvernement Raffarin

Alors qu'aux régionales de 1998 la gauche, avec 7 812 222 voix, ne dépassait en métropole les 7 677 289 voix de la droite que de 134 933 voix, cette fois-ci le décalage est plus fort puisque, avec plus de 9 486 362 voix, la gauche dépasse la droite (8 226 947 voix) de 1 259 415 voix.

Tous les commentateurs ont parlé de vote-sanction, et à juste titre. A force de mener une politique ouvertement contre les intérêts des classes populaires en s'en prenant, pêle-mêle, aux retraités et aux retraités, aux chômeurs, aux services publics et à leur personnel, aux enseignants, aux chercheurs, le gouvernement Chirac-Raffarin a suscité une réaction. Il arrive que les gouvernants paient aux élections le prix de leur politique... Jospin en sait quelque chose ! Tant mieux. Mais la sanction n'est jamais très lourde tant que les déplacements des voix se font entre grands partis qui se succèdent alternativement au pouvoir et que la déception à l'égard des gouver-

nants en place est canalisée par ceux qui ont déçu hier.

C'est bien le cas cette fois. Le rejet électoral de la droite au gouvernement a profité, pour l'essentiel, aux partis de gauche. Mais cela ne représente pas vraiment une poussée à gauche, et il faut rappeler que la droite et l'extrême droite prises ensemble restent largement majoritaires dans l'électorat. Par ailleurs si, en pourcentage, la gauche progresse fortement par rapport au premier tour de la présidentielle, sa progression en nombre de voix est relativement modeste.

Ce que l'on peut en conclure c'est que, parmi toutes les options possibles pour manifester leur mécontentement à l'égard du gouvernement Chirac-Raffarin – vote à l'extrême gauche, vote pour le Parti Socialiste, abstention ou vote de désespoir aveugle en direction du Front National –, la protestation des classes populaires s'est exprimée par le vote en faveur des listes de l'ex-gauche plurielle.

Cela ne signifie pas nécessairement que la gauche a retrouvé du crédit dans les classes populaires, ni que celles-ci ont oublié sa politique pendant les cinq ans où elle a dirigé le pays. Cela signifie seulement que, aux yeux des électeurs, voter pour la gauche est apparu la façon la plus efficace d'exprimer son aversion pour la droite.

Malheureusement, si ce vote exprime en effet le désaveu à l'égard du gouvernement, il n'est pas à même d'exprimer le rejet de la politique favorable au grand patronat et lourde pour les classes populaires, car c'est cette politique-là qui a été menée également par la gauche lorsqu'elle était au pouvoir. Il est vrai que l'attitude de la droite gouvernementale est tellement cynique à l'égard des classes populaires qu'en comparaison, le passage de la gauche au gouvernement apparaît moins pire... du moins jusqu'au prochain passage. En réalité, les gouvernements se passent le relais, chacun reprenant les mesures antiouvrières du précédent en y ajoutant les siennes et, donc, le dernier en place apparaît pire que le précédent.

Le Front National se maintient

La protestation envers le gouvernement aurait pu s'exprimer d'une façon pire encore si elle s'était traduite



Le gouvernement de Raffarin – qui apparaît comme le commis du Medef – a été désavoué par le corps électoral.

par un vote plus massif en faveur du Front National. Globalement, cela n'a pas été le cas. Par rapport aux élections de 1998, si les résultats de l'ensemble des listes d'extrême droite ont progressé, passant de 15,49 % à 16,61 %, ceux du Front National ont légèrement reculé, de 15,27 % à 15,11 %. Rappelons qu'au premier tour de l'élection présidentielle Le Pen avait recueilli 16,86 % des voix. Et si l'on y ajoute les voix en faveur de Mégret, on arrive à 19,20 % pour l'extrême droite.

Les comparaisons entre l'élection présidentielle et les élections régionales sont toujours faussées. Il n'en reste pas moins que, si les 3 908 061 voix recueillies par l'extrême droite représentent un nombre important et traduisent la permanence de l'influence réactionnaire dans le pays, ce chiffre est loin d'atteindre les 4 804 713 voix obtenues par Le Pen en 2002 (et à plus forte raison les 5 471 739 voix réunies par Le Pen et Mégret).

Si on ne peut donc pas parler de progrès de l'extrême droite, on peut parler du maintien de son influence. Le Front National continue à fédérer le vaste électorat d'extrême droite qui a toujours existé dans ce pays. Mais il confirme aussi, malheureusement, qu'il conserve une certaine influence électorale sur les couches populaires, comme en témoignent ses résultats dans certaines régions ouvrières comme le Nord-Pas-de-Calais ou la Picardie.

Les résultats des listes LO-LCR

Quant aux résultats des listes LO-LCR, une certaine presse se fait plaisir en parlant « d'échec » ou de « recul ». Ce qui ressort des chiffres, c'est simplement que le mécontentement envers la politique du gouvernement de droite ne s'est pas exprimé sur ces listes. C'est dommage, mais c'est ainsi. On peut penser que le réflexe du vote utile a d'autant plus joué que les élections régionales apparaissent comme ayant un enjeu de pouvoir, sinon évidemment à l'échelle du pays, du moins à l'échelle de chaque région. La conquête par la gauche d'un certain nombre d'exécutifs régionaux au détriment de la droite a pu apparaître, aux yeux des électeurs, comme un des aspects du désaveu à infliger à la droite. A tort pour ce qui est de la gestion des régions, car bien malin celui qui peut déceler une différence significative entre la façon dont un exécutif de gauche gère une région et la façon dont le fait la droite. Les uns comme les autres utilisent le budget public pour favoriser le patronat local, quand bien même c'est autant d'argent détourné des services publics.

Les commentateurs, voulant démontrer l'échec de l'extrême gauche, comparent les résultats des listes LO-LCR aux régionales à leurs propres prédictions ou aux sondages, c'est-à-dire non pas à ce que, nous, nous prévoyions, mais à leurs romans. Quand ils veulent comparer des chiffres, ils comparent les résultats de ces régiona-

les de 2004 à ceux du premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Mais la comparaison est boiteuse. Ce sont les résultats de la présidentielle qui étaient exceptionnels, avec les quelque 10 % cumulés par Arlette Laguiller, Olivier Besancenot et Daniel Gluckstein. En réalité, depuis neuf ans, depuis l'élection présidentielle de 1995, il y a un électorat d'extrême gauche stable, qui représente autour de 5 % au niveau national et qui, à part les législatives de 2002, s'est manifesté dans toutes les élections, au-delà de leur variété et de leurs aléas.

Comparés aux élections régionales de 1998, les résultats de l'extrême gauche se maintiennent.

Même là, la comparaison ne peut pas être rigoureuse car, en 1998, non seulement LO et LCR s'étaient présentées séparément, mais en plus il n'y avait pas de liste d'extrême gauche dans la totalité des départements de la France continentale. Il est néanmoins significatif de constater qu'en 1998 l'extrême gauche avait recueilli 938 796 voix (4,38 %) et qu'en 2004 ces chiffres sont de 1 078 447 (4,58 % des suffrages exprimés). Dans 45 des 70 départements où il y avait une liste d'extrême gauche en 1998 et une liste LO-LCR en 2004, c'est-à-dire dans la majorité des cas, il y a une progression de nos résultats.

Autre comparaison, cette fois-ci avec les européennes de 1999, où LO et la LCR, en se présentant ensemble, avaient recueilli 905 118 voix (5,18 % des exprimés), contre 1 078 447 voix (4,58 %) à ces régionales

de 2004. Léger recul, donc, en pourcentage, progression en nombre de voix, donc maintien global de l'électorat.

Et, évidemment, aucun "commentateur de bonne foi" n'a eu l'idée de comparer les résultats de ces régionales aux législatives de 2002 où, en totalisant les voix recueillies par les candidats de Lutte Ouvrière et par ceux de la Ligue Communiste Révolutionnaire, on obtient 622 451 voix (2,47 % de l'électorat). Par rapport à ces législatives, les dernières en date des élections avant les régionales de cette année, il y a pourtant eu un redressement important pour l'extrême gauche, aussi bien en voix qu'en pourcentage.

L'exception était l'élection présidentielle de 2002, où les candidats d'extrême gauche avaient bénéficié, à des degrés divers, du vote des « déçus du socialisme » sauce Jospin. Une partie de l'électorat socialiste et communiste traditionnel, écœurée et déçue par cinq ans de gouvernement de la gauche plurielle, avait voulu se démarquer de Jospin. Après cinq ans de participation gouvernementale, le Parti Communiste était tellement lié au Parti Socialiste que les électeurs qui s'étaient détournés de Jospin ne s'étaient pas tournés vers Hue. Pis, pour le Parti Communiste : la majorité de son propre électorat a rejeté Jospin et Hue dans le même opprobre, le candidat du Parti Communiste recueillant un score ridiculement faible, bien en deçà de l'influence électorale du parti. Ceux des électeurs du Parti Socialiste et du Parti Communiste qui ne s'étaient pas réfugiés dans l'absentéisme s'étaient reportés sur des candidatures aussi diverses que celles de Taubira ou Chevènement, ou sur les trois candidatures de l'extrême gauche. C'est cette fraction de l'électorat qui, après les résultats du premier tour et l'élimination de Jospin du second, a été effrayée par son propre geste au point de porter ses votes sur Chirac. On peut penser que ces électeurs qui, par leurs idées politiques, n'ont jamais quitté la mouvance social-démocrate, sont revenus à leurs votes traditionnels, maintenant que le Parti Socialiste est dans l'opposition et que c'est au tour de la droite de supporter la déconsidération découlant des mesures impopulaires.

Les quelque un million d'électeurs qui ont porté leurs votes sur les listes LO-LCR pèsent peu dans les urnes étant donné la barrière portée à 10 % par la nouvelle loi électorale. Mais ces régionales ont confirmé l'existence d'un électorat d'extrême gauche stable et fidèle, qui se reconnaît dans les objectifs que l'extrême gauche a mis en avant dans ces élections régionales et qu'elle défend tout au long de l'année dans les

milieux populaires et dans les entreprises. Et cela a de quoi nous encourager, quoi qu'en disent les commentateurs.

Tant qu'il ne s'agit que de déterminer, dans les urnes, qui accédera aux institutions représentatives de l'appareil d'État au service de la bourgeoisie, un million de bulletins de vote, 5 % du total, représentent bien peu. D'autant moins que les dirigeants politiques ont de multiples moyens de triturer les modes de scrutin et de faire en sorte que des courants minoritaires soient écartés de toute représentation. C'était le but de la modification du mode de scrutin pour les régionales, décidée par Jospin et aggravée par Raffarin-Sarkozy. Cela n'empêche pas nombre de commentateurs de gloser sur le thème : « *Le recul de l'extrême gauche a entraîné leur disparition complète des Conseils régionaux* ». Alors que, si le mode de scrutin de 1998 avait été maintenu – il n'était pourtant pas un modèle en matière de démocratie –, les listes LO-LCR auraient dû obtenir autant d'élus qu'en avaient obtenu en 1998 LO (20) et la LCR (2), et même plus, même si la répartition par région de ces élus n'aurait pas été la même.

Mais nous ne sommes pas de ceux qui pensent que c'est par les élections que les classes populaires peuvent obtenir des changements décisifs. Les élections constituent un thermomètre mesurant l'influence des uns et des autres dans l'électorat. Le maintien des votes en faveur de l'extrême gauche montre à la fois la permanence d'idées qui, en cas de luttes sociales, peuvent peser sur les événements, mais aussi tout ce qui reste à faire pour accroître la présence, réelle, physique, des révolutionnaires dans les quartiers populaires comme dans les entreprises, là où se produisent les mouvements sociaux capables de changer la vie.

Georges KALDY



Et maintenant, quelle sera la tactique du PCF ? Comme avant, à la remorque du PS.

• Les résultats du PCF

Sans changement, comme sa politique

La presse et les sondeurs avaient tant prédit que le PCF aurait du mal à dépasser la barre de 5 % que le fait qu'il ait réussi à franchir ce seuil, dans quelques endroits, sans le PS, a été accueilli comme une surprise.

Notons cependant que le PCF ne se présentait seul, ou en alliance avec les radicaux de gauche (PRG) et les chevènementistes (MDC), que dans huit régions. Et sur ces régions, il dépasse tout juste la barre des 10 % dans deux d'entre elles : le Nord-Pas-de-Calais (10,68 %) et la Picardie, où la liste conduite par Maxime Gremetz obtient 10,86 %. Ses résultats se situent entre 5 % et 10 % dans trois autres régions. C'est le cas en Corse, où il obtient 6,62 %. C'est également le cas en Auvergne (9,2 %) et en Ile-de-France, où Marie-George Buffet recueille 7,2 % des suffrages, avec 14,31 % en Seine-Saint-Denis et 10,43 % dans le Val-de-Marne, deux départements dans lesquels le PCF est majoritaire aux Conseils généraux et dirige plusieurs dizaines de municipalités. Dans les trois autres régions, l'Alsace, l'Aquitaine, la Franche-Comté, ses listes n'atteignent pas 5 %. Quant aux 14 autres régions de la France continentale, il n'est pas possible de discerner l'influence électorale du PCF de celle de ses alliés, puisqu'ils se présentaient sur une liste commune.

Il est tout aussi difficile de comparer les scores du PCF en 2004 à ceux des élections régionales précédentes, puisqu'en mars 1998, il s'était présenté dans la presque tota-

lité des départements sur des listes communes à l'ensemble de la gauche plurielle. Dans les quelques départements où le PCF se présentait sans être allié au PS (on pouvait alors présenter des listes différentes par département, sans être obligé d'avoir une liste dans tous les départements de la région), il faisait un meilleur résultat que lors de ce scrutin de dimanche 21 mars. Notamment dans le Pas-de-Calais où il obtenait 11,4 % des voix en 1998, en alliance avec les chevènementistes, contre 9,71 % en 2004, ou encore en Gironde où, en 1998, sa liste recueillait 7,23 % des suffrages, contre 3,65 % cette fois.

Reste la comparaison avec les résultats de l'élection présidentielle de 2002. Le candidat du PCF, Robert Hue, y avait recueilli 3,37 % des suffrages. Mais les situations ne sont pas comparables. Les résultats de Hue en 2002 étaient un reflet de l'opinion. En tirer la conclusion que le PCF en était à son dernier souffle, ce que beaucoup s'étaient empressés de dire, c'était faire fi des racines qu'il a encore dans la population, au travers d'une implantation qui se comptait, et se compte encore, par la présence de dizaines de milliers de militants et de sympathisants dans les quartiers. Elle se compte aussi et surtout par la présence de milliers de militants dans les entreprises, qui restent, bon an mal an, fidèles à ce parti.

Les résultats de la présente élection régionale, pour limités qu'ils soient du fait de la faiblesse de l'apparition autonome du PCF lors de ce premier tour, constituent un meilleur reflet de l'influence

réelle du PCF qui, soulignons-le, reste toujours un parti lié, concrètement, humainement, à la classe ouvrière et à la population laborieuse, pas seulement par de vagues références symboliques, mais par la présence de militants en chair et en os.

Si ceux-ci se sentent revigorés par ce résultat obtenu à ces élections régionales, après l'échec de la présidentielle, c'est compréhensible et cela peut même se révéler positif si ces militants regagnent un moral perdu en 2002. A condition toutefois que cela serve au combat de classe.

Malheureusement, les perspectives que propose la direction du PCF ne vont pas dans ce sens. « L'autonomie » dans huit régions sur les vingt-deux que compte la métropole n'aura duré que le temps d'un tour de scrutin. Pour le second, il se retrouve dans le rôle qu'il a adopté depuis 1981, presque sans interruption : à la remorque du PS, à la traîne des Strauss-Kahn, des Fabius, des Hollande. Marie-George Buffet essaie de convaincre que c'est pour « faire bouger la gauche », pour tenter de la « révolutionner de l'intérieur ». Derrière ces formules maintes fois entendues, on se retrouve dans une situation déjà pratiquée, avec le triste bilan que l'on sait.

Renouveler l'expérience, c'est entraîner de nouveau les travailleurs et les militants du PCF dans une même impasse. C'est demander aux travailleurs de signer un chèque que l'on sait sans provision.

Jean-Pierre VIAL

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Après la gifle, à quand le coup de balai ?

Une bonne gifle à Raffarin et Chirac. C'est au moins ce que ce premier tour des élections régionales aura exprimé : le ras-le-bol.

Ras-le-bol des conditions de vie et de travail de plus en plus insupportables imposées par ce gouvernement et ses amis du patronat.

Ras-le-bol de leurs projets plus insupportables encore : démantèlement de la Sécurité sociale après celle des retraites ; réduction des droits des travailleurs pour augmenter leur précarisation et permettre de les jeter plus facilement à la rue ; nouvelles attaques contre les chômeurs alors que de nouveaux plans de licenciements vont en augmenter le nombre, etc.

Avant le vote, le gouvernement faisait mine de s'inquiéter d'un taux d'abstention grandissant. Le résultat a dû lui faire plaisir ! Plus besoin de s'interroger sur la signification des abstentions, puisque quand les abstentionnistes (moins nombreux cette fois que la précédente) viennent voter, c'est pour dire clairement « y'en a marre de cette politique ».

Car c'est bien cela que les électeurs ont dit en mettant dans la plupart des régions la droite derrière la gauche, voire parfois le Front national.

Bien sûr, nous aurions préféré qu'ils le disent en votant pour les listes LO-LCR. Celles-ci n'ont obtenu que 5 % des suffrages. La moitié de ce que l'extrême gauche avait obtenu aux dernières présidentielles, mais le double des dernières législatives et près de 0,7 % de mieux par rapport à ce qu'elle avait obtenu aux élections régionales en 1998. Elle avait eu alors plus de 20 élus. Cette fois elle n'en aura aucun. Pas parce qu'elle a perdu en nombre de voix mais grâce à un changement du mode de scrutin.

Cette magouille n'empêchera pas le FN, contre qui la nouvelle loi était faite paraître, d'avoir des élus. Elle ne gênera pas non plus les petits partis de droite comme de gauche. Là où ils ne se sont pas ralliés dès le premier tour, ces prétendus opposants se précipitent déjà pour le faire au second, l'UDF à l'UMP, les Verts ou le PCF au PS. Non, le seul courant que la magouille électorale aura vraiment exclu des conseils régionaux, c'est l'extrême gauche. C'est-à-dire le seul qui depuis six ans a dénoncé tous les tripatouillages et sub-

ventions en faveur des patrons et des riches et aux détriments des salariés et des pauvres.

Car c'est là le tour de passe-passe. La majeure partie de ceux qui ont voté pour la gauche, et même une partie de ceux qui ont voté pour l'extrême droite, l'ont fait pour dire qu'ils voudraient voir changer les choses. Mais ce n'est pas ce à quoi vont s'employer ceux qu'ils éliront dimanche prochain.

Pas les élus du Front national, bien sûr, dont le chef Le Pen a ses intérêts de milliardaire du côté de ses congénères et non des travailleurs assez naïfs ou inconscients pour lui apporter leur vote.

Mais pas davantage ceux du PS ou même des Verts ou du PCF. La gauche était depuis six ans à la tête de 8 régions. Où a-t-elle fait quoi que ce soit ou même proposé quoi que ce soit pour que les choses changent ? Il est vrai que pendant vingt ans elle a été à la présidence de la République, disposé d'une majorité à l'assemblée nationale ou dirigé le gouvernement (et souvent des trois à la fois). Et pendant tout ce temps le sort des couches populaires n'a fait qu'empirer. Alors, que demain elle soit ou pas à la tête d'une région de plus ou de moins...

Oui, la gifle reçue par la droite dimanche dernier nous réjouit fort. Mais pour donner à ce gouvernement (ou à celui qui pourrait lui succéder) le coup décisif, il faudra bien autre chose qu'un succès électoral même incontestable de la gauche. Il faudra que tous, salariés et chômeurs, retraités et jeunes, tous ceux attaqués par un biais ou par un autre, se décident à riposter eux-mêmes et tous ensemble.

La magouille électorale a fait en sorte que le programme défendant les intérêts du monde du travail, celui de l'extrême gauche, ne sera plus défendu dans les conseils régionaux. Tant pis. Ce qui sera décisif c'est qu'il le soit dans la rue et dans les entreprises, par les manifestations, par les grèves, par les luttes. Pas par quelques députés, même de bonne volonté, mais par des millions de travailleurs. C'est notre vie même qui en dépend.

Editorial des bulletins d'entreprises « l'Étincelle » de la minorité du lundi 22 mars 2004

Convergences Révolutionnaires n° 32 (mars 2004), bimestriel publié par la Fraction

Dossier : Après Jospin, Raffarin, de mal en pis

Articles : Le PCF en ordre dispersé ? A côté de la gauche caviar, la gauche Buffet - Ce voile qui cache les vrais problèmes - Services publics-réalité : à la SNCF, sous les palmiers, c'est pas la plage - Les chômeurs contre les coupures de courant - Irak : bourbier militaire, imbroglio politique - Le capitalisme américain entre deux crises ?

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1an : 9 € ; de soutien : 15 €) écrire à :
LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18
Ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19 -
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Leur société

• Éducation

Une politique qui aggrave les inégalités

Les problèmes posés par la scolarisation des enfants dès deux ans font l'objet de discussions, notamment dans un livre récent.

Comme le laisse entendre le titre de son ouvrage, *Ne mettez pas votre enfant à l'école, il est trop petit*, l'auteure, une institutrice, se prononce contre. Un rapport sur l'enfance, publié il y a quelques mois (rapport de Claire Brisset, défenseuse des enfants, fonction instituée en 2000), allait dans le même sens puisqu'il suggérait de « cesser de développer l'accueil des enfants de deux ans à trois ans en maternelle dans les conditions actuelles ».

La scolarisation des tout-jeunes enfants a progressé durant les vingt dernières années, pour atteindre à présent le tiers de cette classe d'âge. Les spécialistes ne sont pas tous d'accord sur ce qu'elle peut apporter. On comprend cette prudence. Mais les critiques, quand elles sont émises, concernent bien plus les conditions dans lesquelles elle se fait, que le principe lui-même. Ainsi, le trop grand nombre d'enfants (souvent plus de trente) dans ces classes est souvent dénoncé. Alors, pourquoi ne pas créer des classes à très petits effectifs ? Le syndicat des instituteurs, le SNUipp, majoritaire dans la profession, réclame depuis des années des effectifs à quinze enfants maximum.

Mais le gouvernement, qui vient d'annoncer des milliers de suppressions de postes dans l'Éducation nationale, qui ferme des classes, diminue le nombre d'adultes présents dans les écoles en supprimant de milliers de postes d'aides-éducateurs, qui propose de regrouper les écoles, ne s'apprête évidemment pas à se donner les moyens pour « bien accueillir les enfants », au contraire. Xavier Darcos, le ministre délégué à l'Enseignement, avait déclaré il y a plusieurs mois qu'il fallait « freiner la scolarisation des enfants de deux ans pour libérer des emplois ». On



ne peut pas être plus clair.

Un linguiste, Alain Bentolila, déclare que « si la société française n'accorde pas l'importance qu'elle lui doit à l'accueil des tout-petits, ces deux ans dont nous parlons, alors elle prend le risque de condamner injustement ceux qui sont issus des milieux les plus défavorisés à ne pas se développer comme ils le devraient au plan linguistique, au plan social, au plan psychologique. »

L'inégalité sociale ne fait que s'aggraver. On compte un million d'enfants pauvres, qui n'ont accès ni à un logement décent, ni à des loisirs, et qui ne mangent parfois même pas à leur faim. Tous ces enfants, et plus largement tous les enfants issus des classes populaires, devraient avoir la possibilité d'être scolarisés dans des classes à très petits effectifs, encadrés par des enseignants compétents pour les faire progresser, en particulier dans l'apprentissage du langage. Pour beaucoup d'entre eux en effet, ce n'est que dans ce cadre qu'ils pourront acquérir ces bases qui leur permettront ensuite de développer leurs capacités intellectuelles, et de s'épanouir tout simplement. Comme le souligne ce linguiste, l'école pourrait ainsi diminuer, au moins un peu, ces inégalités, au lieu de les aggraver.

Aline RETESSE

Les étudiants en éducation physique manifestent

Les étudiants qui préparent le professorat d'éducation physique protestent depuis plusieurs semaines contre la réduction des postes mis en concours. L'an passé il y en avait 1330. Ils ne sont plus que 780 cette année.

Le gouvernement justifie cette diminution par une réduction des effectifs d'élèves, ce que contestent les étudiants et les organisations syndicales. Même si c'était vrai, la diminution des effectifs devrait permettre d'améliorer l'éducation physique et l'initiation à la pratique sportive.

Les calculs gouvernementaux se basent sur les horaires actuellement pratiqués en la matière dans les collèges et les lycées : trois heures par semaine pour les collégiens, deux pour les lycéens. C'est insuffisant.

Le gouvernement et les spécialistes évoquent de façon générale les problèmes de santé, du développement, dus à l'obésité en particulier, et de la sédentarité qui a des conséquences sur l'état général des adolescents et des plus vieux. Le gouvernement constate, mais ne veut pas donner les moyens nécessaires au développement de l'éducation physique et sportive.

Pour inverser cette tendance, il faudrait au contraire augmenter la pratique physique des jeunes, à l'école mais aussi hors de l'école. Cela implique un encadrement, des éducateurs, des professeurs plus nombreux. Les étudiants qui protestent et manifestent ne défendent pas seulement leur avenir professionnel, mais celui des jeunes.

Michel ROCCO

Les résultats des listes LO-LCR

	Régionales 2004		Régionales 1998			
	voix	%	Liste LO		Listes présentées ou soutenues par la LCR	
			voix	%	voix	%
67-BAS-RHIN	1 028	2,84	1 133	3,42		
68-HAUT-RHIN	929	3,29	1 043	3,40		
Total régional	2 004	3,03				
24-DORDOGNE	924	4,66				
33-GIRONDE	2 175	1,00	1 487	15,93	4 275	0,93
40-LANDES	624	3,71				
47-LOT-ET-GARONNE	626	4,26				
64-PYRENEES-ATLANTIQUES	1 104	1,09				
Total régional	5 074	5,11				
03-ALLIER	716	4,78				
15-CANTAL	272	3,67				
43-HAUTE-LOIRE	408	4,32				
63-PUY-DE-DOME	1 138	1,15	904	78,945	945	18,18
Total régional	2 389	5,28				
21-CÔTE-D'OR	626	3,09	615	3,49	727	98,98
58-NIEVRE	243	3,33	687	82,82		
71-SAÛNE-ET-LOIRE	500	1,17	346	76,76		
89-YONNE	183	3,75	396	45,45		
Total régional	2 193	6,92				
22-CÔTES-D'ARMOR	1 796	1,02	1 017	15,15		1
29-FINISTÈRE	473	4,42	402	45,804	804	17,17
35-ILLE-ET-VILAINE	372	4,44	860	81,811	811	56,56
56-MORBIHAN	164	3,22	520	48,48		
Total régional	6 805	4,78				
18-CHER	485	5,65	440	6,62		
28-EURE-ET-LOIR	712	5,58	385	8,80		
36-INDRE	844	5,52				
37-INDRE-ET-LOIRE	1 236	4,49	1 196	6,68	422	75,75
41-LOIR-ET-CHER	455	5,39	757	7,77		
45-LOIRET	1 888	1,98	693	8,83		
Total régional	5 620	6,61				

08-ARDENNES	626	5,63	547	5,08		
10-AUBE	944	4,47	234	91,91		
51-MARNE	1 023	1,04	721	14,721		
52-HAUTE-MARNE	401	5,91	435	6,84		1
Total régional	2 240	5,00				
25-DOUBS	791	8,36	963	60,60		
39-JURA	507	5,78	676	61,61		
70-HAUTE-SAÛNE	411	5,08	149	92,92		
90-TERRITOIRE-DE-BELFORT	790	17,66	660	59,59		
Total régional	2 062	7,71				
75-PARIS	2 479	2,24	1 975	93,93	699	6,21
77-SEINE-ET-MARNE	1 738	1,61	462	12,12		1
78-YVELINES	998	1,14	692	53,53		
91-ESSONNE	545	1,22	819	37,605	427	27,27
92-HAUTS-DE-SEINE	438	1,19	101	46,46		
93-SEINE-SAINT-DENIS	619	1,67	410	84,84	446	35,35
94-VAL-DE-MARNE	308	1,31	912	85,770	70	2,20
95-VAL-D'OISE	1 018	1,82	983	96,96		
Total régional	14 143	14,63				
11-AUDE	851	1,05				
30-GARD	322	1,15				
34-HÉRAULT	464	1,84	544	9,70		
48-LOZERE	464	1,49				
66-PYRENEES-ORIENTALES	969	7,41	574	88,88		
Total régional	5 070	7,70				
19-CORRÈZE	677	6,63				
23-CREUSE	638	3,34			620	90,90
87-HAUTE-VIENNE	243	1,24	960	45,045	58	2,58
Total régional	2 558	6,61				
54-MEURTHE-ET-MOSELLE	914	1,34	271	10,920	87	2,87
55-MEUSE	174	3,91	689	76,76		

Un tripatouillage qui fait disparaître les élus d'extrême gauche

Beaucoup de commentateurs (bien intentionnés ?) ont tenu à mettre l'accent dans les médias d'information sur la non-réélection de l'intégralité des conseillers régionaux sortants de LO et de la LCR. Mais si les listes LO-LCR n'auront aucun élu régional élu à l'issue de ces élections, cela n'a rien à voir avec une baisse de notre audience, bien au contraire.

En mars 1998, il y avait eu 22 élus d'extrême gauche. Si la loi, qui n'était déjà pas un modèle de démocratie, n'avait pas été tripatouillée d'abord par le gouvernement Jospin, puis par celui de Raffarin, avec les voix recueillies dimanche 21 mars le nombre des élus d'extrême gauche aurait dû passer de 22 à 24. Cette augmentation du nombre d'élus, répartie dans onze régions, aurait d'ailleurs correspondu à l'augmentation, légère certes mais réelle, de nos scores électoraux.

Changer les lois pour priver de représentation des millions d'électeurs, car nous ne sommes pas les seuls à devoir pâtir de ces tripatouillages, c'est ce que les partis de gouvernements, bien installés pour gérer les affaires de la bourgeoisie, appellent la « démocratie ».

P.S.

Élections cantonales

Lutte Ouvrière présentait des candidats dans quelque 980 cantons. Ne pouvant donner tous ces résultats dans notre hebdomadaire, nous les tenons à disposition sur le site internet national de Lutte Ouvrière, ainsi que sur nos sites régionaux.

Depuis les élections régionales de 1998, la loi électorale a changé. En 1998, les listes de candidats étaient départementales, et un parti pouvait se présenter sur un seul département d'une région donnée. Au total, aux régionales de 1998, LO et la LCR étaient présentes dans 70 départements, mais seulement dans huit régions complètes. C'est pourquoi la comparaison avec 1998 ne peut être faite que département par département. A ces régionales de 1998, les listes de Lutte Ouvrière avaient obtenu 4,50 % dans les départements où elles étaient présentes, et celles de la LCR 2,50 %, ces deux résultats ne s'ajoutant pas puisque ne portant pas sur les mêmes départements.

Les résultats dans les départements d'outre-mer

À la Réunion, une liste commune entre Lutte Ouvrière et MARON, Mouvement pour une alternative réunionnaise à l'ordre néolibéral, groupe proche de la LCR, avait été constituée pour les élections régionales. Cette liste a obtenu 4 249 voix, soit 1,55 %

des suffrages exprimés. C'est un peu plus que les 2 825 voix et 1,26 % recueillis par la liste LO en 1998.

En Martinique, nos camarades de Combat Ouvrier avaient fait liste commune avec le groupe trotskyste GRS, de tendance proche de la LCR,

avec Ghislaine Joachim Arnaud, dirigeante de Combat Ouvrier, comme tête de liste. Cette liste a obtenu 3 866 voix, soit 3,13 % des suffrages. Aux régionales de 1998, Combat Ouvrier s'était présenté seul en Martinique et avait obtenu 3 245 voix (3,16 %).

En Guadeloupe, Combat Ouvrier se présentait seul, avec Jean-Marie Normertin comme tête de liste. Le score reste faible avec 1 715 voix et 1,18 % des suffrages, mais un peu plus qu'en 1998 où CO avait obtenu 917 voix, soit 0,7 %. Cette progression

vient essentiellement de la commune de Capesterre où de nombreux ouvriers agricoles ont voté pour un des leurs et pour celui avec qui, depuis plusieurs années, ils se sont organisés contre l'exploitation dans les plantations de bananes.

• Kosovo

L'intervention impérialiste n'a rien réglé

La situation critique du Kosovo est redevenue explosive mercredi 17 mars. Cette province, qui faisait partie de l'ex-Yougoslavie, puis de la Serbie après l'éclatement de celle-ci, a été placée sous l'autorité des Nations unies en 1999. Des affrontements très violents ont à nouveau opposé la majorité albanaise à la minorité serbe, causant la mort de 28 personnes, faisant 600 blessés et 3 600 sans-abri.

Au début, une dizaine de villes, dont la capitale Pristina, Mitrovica dans le nord, et Urosevac dans le sud, ont été touchées. Les forces de l'ONU ont dû évacuer plus d'un millier de Serbes vers des localités plus sûres.

Parallèlement, dans la Serbie voisine, il y a eu de violentes manifestations antialbanaises en solidarité avec les Serbes du Kosovo. Tandis que les Albanais du Kosovo s'en prenaient aux maisons des Serbes mais aussi aux églises (16 d'entre elles ont été brûlées), des manifestants serbes menaçaient les mosquées en Serbie.

Environ 200 000 Serbes avaient quitté le Kosovo en 1999 après le retrait des troupes serbes. Depuis, des centaines de Serbes et de non-Albanais ont été tués ou ont disparu. Les quelque 80 000 Serbes qui restent encore au Kosovo, qui compte près de deux millions d'Albanais, sont confinés dans des enclaves sous protection de la Kfor (les soldats de l'ONU).

Les Nations unies, qui assument l'essentiel du pouvoir au Kosovo depuis 1999, se sont

contentées une nouvelle fois de renforcer leur dispositif militaire. L'OTAN a décidé d'envoyer 2 000 hommes supplémentaires, parmi lesquels des soldats américains, français et britanniques, pour renforcer les quelque 18 500 soldats déjà présents.

Les représentants des grandes puissances ainsi que le président russe Poutine ont dénoncé un « nettoyage ethnique » et invité les dirigeants albanais du Kosovo à ramener le calme. Le Premier ministre kosovar Bajram Rexhepi a promis de reconstruire les logements serbes et les églises détruits.

Ces violents affrontements rappellent que, malgré les belles promesses des principales grandes puissances qui interviennent au Kosovo sous le drapeau de l'ONU, la situation reste dramatique.

En 1999, les grandes puissances prétendaient restaurer la cohabitation inter-ethnique dans cette petite province. En réalité, rien n'a été réglé, car il ne suffit pas de déployer la force armée et de mettre la province sous tutelle, en faisant régler par un représentant de l'ONU les affaires courantes, pour qu'une région retrouve la sérénité. Au contraire même, puisque l'occupation étrangère exacerbe le sentiment national des populations des régions occupées.

Il est bien vaguement question de fixer un statut définitif à ce pays. Cela devait faire l'objet de discussions en 2004 ou 2005. Mais quand bien même les grandes puissances se mettraient d'accord sur un statut autonome du Kosovo, comme on l'évoque à nouveau ces



Un soldat de la Kfor devant les ruines d'une église serbe au Kosovo.

Une mosquée incendiée en Serbie.



jours-ci, cela ne résoudrait rien, car un statut ne donnera pas les moyens économiques nécessaires pour sortir cette région du sous-développement.

Aux dires mêmes de Bernard Kouchner, lorsque celui-ci présidait la mission des Nations unies au Kosovo, les fonds de fonctionnement de celles-ci n'arrivaient pas. C'est dire que les « promesses solennelles » d'aides financières à la reconstruction du Kosovo par les grandes puissances, censées réparer les destructions qu'elles avaient elles-mêmes causées pour l'essentiel par leurs bombardements, se sont enlisées dans les sables des promesses non tenues et des aides jamais versées.

Faute des moyens qui permettraient de sortir toute la région, le Kosovo mais aussi les autres régions issues de l'éclatement de la Yougoslavie comme la Bosnie et la Macédoine, de la misère économique, placé sous la tutelle des puissances impérialistes, puisqu'en pratique c'est le général commandant la

Kfor qui tient tous les leviers du pouvoir entre ses mains (l'armée mais aussi les finances, les relations entre les minorités, la politique étrangère et une partie des rouages de la justice), le Kosovo reste plongé dans une tension permanente, qui se prolonge indéfiniment et qu'une étincelle suffit à faire exploser, puisque c'est la rumeur d'une agression d'enfants albanais par des enfants serbes qui a déclenché les affrontements de ces derniers jours.

En entretenant dans cette région de l'Europe les différents nationalismes, en les jouant les uns contre les autres, les grandes puissances ont largement contribué à envenimer les relations entre les peuples, en ne leur laissant guère d'autre avenir que de passer d'une tutelle à une autre, sans qu'aucun des problèmes les plus urgents, et d'abord les problèmes sociaux, ne trouve sa solution. C'est ce qui alimente les rivalités inter-ethniques et ferme à tous les peuples de l'ex-Yougoslavie les

issues qui leur permettraient d'en sortir, ne laissant à la place que la haine.

Jacques FONTENOY

• Grande-Bret

Blair to

Tony Blair a beau multiplier les commissions d'enquête et autres initiatives destinées à faire oublier ses responsabilités dans la guerre d'Irak, celles-ci n'en finissent pas de ressurgir à la une de la presse populaire britannique. D'autant plus, bien sûr, que celle-ci sait bien que le sujet fait recette auprès d'une opinion publique qui se sent flouée.

C'est ainsi qu'à la fin février, les manchettes des journaux annonçaient avec force détails la relaxe de Katharine Gun.

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE N° 79 (Mars 2004)

Haïti

La loi des bandes armées
L'agonie du régime d'Aristide

Italie

Les travailleurs des transports face aux lois antigreve et aux bureaucrates syndicaux

France

L'assurance-maladie dans la ligne de mire du gouvernement
La loi de 1905, fondement de la laïcité ou compromis vite remis en cause ?

Tribune

Code du Travail ou code du Capital

Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,50 euro

• Autriche :

Le Parti Socialiste signe un accord avec l'extrême droite

Lors des élections régionales de Carinthie, qui ont eu lieu le 7 mars, le Parti Libéral Autrichien (FPÖ) de Jörg Haider est à nouveau arrivé en tête avec 42,4 % des voix. Ce n'est malheureusement pas nouveau puisque ce Land du sud de l'Autriche, dans lequel vit une minorité slovène en butte depuis longtemps à un certain nombre de discriminations, avait déjà donné un score identique (42,1 %) à ce démagogue raciste et xénophobe lors des élections précédentes de 1999. Mais ce qui est nouveau, c'est l'accord qui a été passé, aussitôt après les élections, entre le FPÖ et le Parti Social-Démocrate.

Après les élections de 1999, Jörg Haider était devenu gouverneur de Carinthie, grâce à l'abstention des élus du conservateur Parti Populaire d'Autriche (ÖVP). Un an plus tard, en 2000, à la suite des élections fédérales, le même ÖVP avait, au niveau national cette fois, conclu un accord de gouvernement avec le FPÖ. Cela avait entraîné une importante vague de protestation dans tout le pays contre la présence de l'extrême droite au gouvernement pour la première fois depuis la période nazie. Ce mouvement avait culminé lors d'une manifestation qui avait réuni 250 000 personnes à Vienne, soit le plus important

rassemblement depuis la guerre, dans ce petit pays de seulement 8 millions d'habitants. Et, sans être à l'initiative de cette protestation, les dirigeants du Parti Social-Démocrate (SPÖ) s'étaient montrés dans la rue et n'avaient pas été les derniers à dénoncer un « pacte avec le diable ». Parallèlement, en février-mars 2000, des protestations avaient également eu lieu dans toute l'Europe. Et l'Autriche avait même, pendant un temps, été mise en quarantaine par les 14 autres membres de la Communauté européenne.

Récemment, lors de la campagne électorale en Carinthie, le président du Parti Social-Démocrate, Alfred Gusenbauer,

avait fixé comme objectif à ses militants de reprendre le Land, en fanfaronnant : « Haider, c'est du passé ». Et il avait accusé l'ÖVP de se préparer une nouvelle fois à soutenir Haider. Et voilà que, six jours après les élections du 7 mars, le responsable du SPÖ en Carinthie, Peter Ambrozy, a passé un accord avec le FPÖ pour diriger ensemble le Land pendant les cinq années à venir !

Comble de l'hypocrisie, il est formellement prévu que, lors de l'élection de Jörg Haider au poste de gouverneur le 1^{er} avril (malheureusement ce n'est pas une blague !), les députés socialistes quitteront la salle du parlement

régional, pour ne pas avoir à voter pour lui, mais reviendront après pour gouverner ensemble ! Peter Ambrozy a simplement justifié cette alliance en expliquant que son parti souhaitait « s'impliquer activement et de façon constructive » dans la vie de la province.

Même si cela entraîne des remous à la base du SPÖ, les dirigeants nationaux du parti n'ont, pour l'instant, pas désavoué cet accord, affirmant simplement qu'il s'agissait d'une affaire propre à la Carinthie. En réalité, cette collaboration n'a rien de très surprenant. Car, lorsqu'ils ont été au pouvoir, les sociaux-démocrates ont eux-mêmes

mené toute une politique anti-immigrés, rétablissant les visas, restreignant le droit d'asile et les possibilités d'acquisition de la nationalité autrichienne, déployant l'armée le long des frontières de l'est. Ils ont aussi déjà gouverné avec le FPÖ, entre 1983 et 1986. Mais la façon dont ils ont, en l'espace de quelques jours, marché sur leurs propres déclarations, témoigne du mépris sans borne avec lequel ils considèrent leurs militants, leurs électeurs et tous ceux qui leur ont sincèrement apporté leur appui pour protester contre les idées xénophobes du FPÖ.

Henri MARNIER

Démagogie de bas étage

Comme dans les autres pays européens, l'actuel gouvernement autrichien de Schüssel mène une offensive tous azimuts contre le monde du travail ou encore les étudiants, s'attaquant aux droits des fonctionnaires ou aux retraites, avec toute l'arrogance que ces gens-là peuvent avoir, bousculant au passage les tendances au compromis, le prétendu « partenariat social », qui caractérisait la vie sociale autrichienne.

Haider, qui ne peut pas faire oublier qu'il y a encore des ministres de son parti, le FPÖ, au gouvernement, tente d'exploiter le désarroi d'une partie de l'électorat populaire en expliquant à

qui veut l'entendre que les attaques du gouvernement de Vienne sont les conséquences des décisions politiques de Bruxelles. Il prône un retour à la mythique neutralité de l'Autriche par une sortie de la Communauté européenne, accusée par ailleurs de favoriser l'immigration. Le discours xénophobe de Haider, anti-Slaves et anti-Turcs, s'amplifie à la veille de l'élargissement de l'Europe à certains pays de l'Est et, plus tard, à la Turquie proche. La Carinthie est d'ailleurs frontalière avec la Slovaquie, ex-province de la Yougoslavie.

Quant aux socialistes, ils n'ont pas grand-chose à propo-

ser à une classe ouvrière qui a pourtant récemment montré sa capacité à se mobiliser pour se défendre : en novembre dernier, une grève de plusieurs jours contre la menace de privatisation dans les transports avait paralysé le pays et faisait reculer le gouvernement. En mai 2003, les manifestations syndicales organisées au moment d'une grève générale d'un jour, du jamais vu depuis 1945, en riposte au projet de Schüssel contre les retraites des salariés, avaient totalisé un nombre de participants record, un million de grévistes, du jamais vu en Autriche !

Mais depuis, plus rien : la seule politique que proposent les

socialistes, c'est d'attendre les prochaines échéances nationales. Et si d'ici là ils peuvent grappiller quelques strapontins régionaux, y compris en s'alliant à Haider et à sa démagogie nauséabonde, cela ne les arrête pas.

Il y a encore quelques jours, le leader social-démocrate Gusenbauer, pas du tout gêné, répétait qu'il n'excluait pas de collaborer au niveau national avec Haider. Avec en ligne de mire les prochaines élections législatives, dans deux ans Gusenbauer se voit sans doute en chancelier... quitte à être élu avec le soutien du parti de Haider !

Eric TOLIAN

agne

Jours sur la sellette

Cette traductrice, employée des services secrets britanniques, était poursuivie pour avoir révélé les écoutes téléphoniques des représentants chinois et français au Conseil de sécurité de l'ONU, effectuées par les services britanniques pour le compte de la CIA dans les semaines précédant l'invasion de l'Irak. Malgré cette infraction indiscutable aux règlements régissant les services secrets, la jeune femme était relaxée, pour éviter un procès dans lequel le gouvernement aurait dû justifier de la « légalité » de ses actes, et en particulier de sa participation à la guerre.

Ainsi se trouvait officiellement confirmé le fait que, contrairement à ses protestations candides, Blair avait décidément bien des choses à cacher à son opinion publique – ce qui était bien sûr évident mais n'en provoqua pas moins un joli scandale.

Les vagues médiatiques causées par cette annonce n'étaient même pas retombées que, déjà, une deuxième mini-tornade éclatait. Cette fois elle était causée par une déclaration faite « en passant » par Clare Short, ex-ministre de la coopération internationale dans le cabinet de guerre de Blair, lors d'une inter-

view à la radio. Clare Short y révélait avoir eu entre les mains des compte-rendus d'écoutes de Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, faites par les services britanniques.

D'où un deuxième scandale auquel Blair, furieux, a répondu en accusant son ancienne collaboratrice d'irresponsabilité, tandis qu'une partie de l'opposition, y compris des politiciens qui, comme Clare Short avaient cautionné la sale guerre de Blair, faisaient hypocritement leurs choux gras des pratiques « illégales » du gouvernement.

Tout cela tient de la farce. Il

est de notoriété publique que les États s'espionnent tous les uns les autres, pour être sûrs de ne pas rater une occasion de damer le pion à un rival, allié ou pas. Sinon, pourquoi dépenseraient-ils des milliards d'euros à payer les salaires de milliers d'espions et à les doter d'équipements ultra-sophistiqués, dont les dizaines de satellites de surveillance qui gravitent autour du globe ? Quant à la « légalité » de tout cela, le rôle des services secrets n'est-il pas, par définition, illégal ?

Il ne faudrait pas que ces polémiques sur la « légalité » ou

non de la guerre en Irak finissent par en occulter le caractère réel, et en particulier ses conséquences pour les populations. Les milliers de morts irakiens, les dizaines de milliers de blessés, la destruction des infrastructures de tout un pays et de son tissu social – c'est cela la réalité de cette guerre pour la population irakienne. C'est aussi l'expression du caractère criminel de l'ordre impérialiste et de sa « légalité », qui se résume en fait très simplement : c'est la loi du plus fort.

François ROULEAU

• Chercheurs

La contestation gagne l'université

Loin de s'essouffler, le mouvement des chercheurs s'amplifie. Partie des grands organismes publics de recherche (Inserm, CNRS...) la contestation, qui rappelle l'exigence des postes de titulaires et le versement des arriérés de crédits dus par l'État, gagne à présent les universités.

Cet élargissement du mouvement, qui pour lui représente un atout, était dans l'ordre des choses.

D'abord, parce que les deux tiers des chercheurs sont des

enseignants du supérieur, qui travaillent souvent côte à côte, au sein des mêmes équipes et des mêmes laboratoires, avec les chercheurs des grands organismes. Ensuite, parce que la politique du gouvernement vis-à-vis de l'enseignement supérieur n'a rien à envier à celle qu'il mène vis-à-vis de la recherche publique. Les postes d'enseignants-chercheurs ouverts au concours sont en chute libre (aucune création de poste en 2004, alors qu'un rapport officiel chiffrait en 2001 les besoins à... 16 780 postes !). En ce qui

concerne le versement des crédits de fonctionnement, c'est la même attitude consistant à tourner le dos à des engagements déjà insuffisants.

On se souvient de l'université d'Orsay obligée, l'an dernier, de fermer quinze jours faute de pouvoir payer le chauffage. Aujourd'hui, c'est par exemple Paris 7 (Jussieu), à qui l'État doit encore 30 % de sa dotation budgétaire de 2003, et qui, déjà plombée par le coût de son désamiantage, est virtuellement en situation de cessation de paiement...

Signe révélateur, la très peu contestataire Conférence des présidents d'Université (CPU) s'est elle-même sentie obligée de se faire l'écho des revendications du mouvement, qui réclame notamment la création immédiate de 1 000 postes d'enseignants-chercheurs et de 1 000 autres postes d'administratifs dans l'enseignement supérieur.

En fait, derrière les revendications concrètes des uns et des autres, on retrouve les mêmes problèmes fondamentaux que dans le reste du secteur public,

avec une même origine : les politiques menées par des gouvernements qui imposent de sordides économies de fonctionnement et de personnel et qui rognent sur le financement d'activités indispensables à la collectivité. La recherche publique et l'enseignement supérieur ne sont pas des exceptions, mais une nouvelle illustration scandaleuse du sort fait à la santé publique, à l'école, ou encore à La Poste ou aux transports publics.

Jean RAYNARD

– Le mouvement continue !

Un mouvement social peut-il être soumis à des lois scientifiques ? En ce qui concerne le mouvement des chercheurs, en tout cas, il y en a une qui se vérifie depuis trois mois : chaque fois que le pouvoir fait une déclaration, leur mobilisation augmente d'un cran ! Chirac vient d'en faire les frais, après Raffarin quinze jours plus tôt, Devedjian au mois de février, et Haigneré, la ministre de la Recherche, chaque fois qu'elle a ouvert la bouche depuis Noël. À sa lettre lénifiante, sans fond ni forme, a répondu une manifestation sans précédent de plusieurs dizaines de milliers de membres des laboratoires de la recherche publique dans tout le pays.

Même les chiffres de la police commencent à devenir impressionnants. À Paris, le 9 mars – jour de la démission des directeurs de laboratoire – elle avait compté 5 000 personnes à Paris (comme il y avait déjà plus d'un millier de directeurs de laboratoire à l'intérieur de l'Hôtel de Ville, ce chiffre paraissait franchement sous-évalué). Le 19 mars, lors de la nouvelle mobilisation des chercheurs dans la rue, elle en comptait 9 500 à Paris et encore plus dans des rassemblements partout en province ! Entretiens, donc, Chirac avait parlé, et rien dit, si ce n'est répété les promesses qu'il avait prononcées dans ses vœux de Nouvel An (« Aujourd'hui, la recherche est soutenue à hauteur de 2,2 % du produit intérieur brut. En 2010, ce sera 3 % »), déclaration qui, incidemment, est à l'origine de la pétition des chercheurs qui en avaient déjà assez

de subir les coupes budgétaires et les suppressions de postes, mais qui, là, ont pris le coup de sang parce que Chirac se payait franchement leur tête.

Après trois mois, les labora-

toires, qui prend aujourd'hui des formes multiples. Ainsi, on a vu apparaître, y compris sur les écrans de télévision, ces milliers d'étudiants qui, après leur thèse, sont partis aux USA, en

des CDD payés par diverses sources caritatives, qui ne sont de fait que des sommes – en général 1 000 euros par mois, au mieux 1 500 – données sans aucune couverture sociale, mais

concernent l'ensemble du mouvement : l'ouverture des postes statutaires de chercheurs, d'enseignants du supérieur, d'ingénieurs et de techniciens, et l'augmentation des crédits de recherche. Le comité d'organisation des « états généraux de la recherche », mis en place par les caciques de l'Académie des Sciences après une visite au ministère, représente bien, dans sa composition même, cette tendance mandarinale : sur trente membres, un seul jeune chercheur (ce qui fait bondir les « expatriés » et les précaires), un technicien (ajouté à la hâte lorsqu'on s'est rendu compte qu'on les avait oubliés !), seulement sept femmes (alors que la profession est majoritairement féminine...), une sous-représentation manifeste de certaines disciplines considérées comme moins « importantes » (telles les sciences humaines et sociales).

Tout cela provoque une grande méfiance contre ce qui, appuyé par quelques textes bien choisis de « grands noms » de la recherche dans les journaux, ressemble fort à une déviation du mouvement vers des objectifs qui ne servent pas les intérêts du personnel mais qui sont, en revanche, bien ceux du gouvernement.

Aujourd'hui, la mobilisation des labos est telle qu'il y a sans doute peu de danger que cette manœuvre aboutisse. Il est bon néanmoins que des voix s'élèvent pour dénoncer ce piège, que le gouvernement avait vainement essayé de tendre depuis des mois.

Marc Peschanski
directeur démissionnaire
(INSERM)



Manifestation du 23 mars à Paris.

toires (dont la façade est désormais souvent barrée d'une banderole « labo en lutte ») sont donc plus mobilisés que jamais. Plus de la moitié des directeurs de laboratoire ont à présent annoncé leur demande de décharge des tâches administratives ; des milliers de responsables d'équipe ont fait de même. La pétition des chercheurs continue d'engranger des signatures (on dépasse aujourd'hui 70 000) et des appels parallèles font florès.

Parmi ceux-ci, la nouveauté sans doute la plus importante de ces dernières semaines est la mobilisation des jeunes chercheurs, jusque là cantonnée à une apparition d'un collectif

Grande-Bretagne, en Suisse ou jusqu'en Australie pour travailler, en attendant un poste aujourd'hui très improbable dans un labo français. Des rassemblements de centaines de ces étudiants « expatriés » (on évalue leur nombre à plus de 10 000) ont eu lieu à l'étranger devant des ambassades, des consulats ou simplement des « sites » représentant la France. On a aussi vu, soudain, la galère des « précaires », ces milliers d'autres étudiants, en France ceux-là, en thèse ou même au-delà de bac + 8, qui vivent d'expédients, de petits boulots ou de ces maintenant fameuses « libéralités » dont le scandale a éclaté ces dernières semaines :

avec la bénédiction du gouvernement !

Alors, dans les labos, l'heure n'est certainement pas à baisser les bras. Le principal risque, qui a commencé d'être dénoncé dans de nombreuses assemblées générales, est la tentation – à laquelle une certaine proportion des mandarins de la recherche, y compris certains membres du collectif « Sauvons la recherche », semble sensible – de commencer de papoter sur « l'avenir de la recherche » et « les réformes nécessaires ». Si ces discussions académiques prenaient le dessus, elles aboutiraient bien sûr à mettre un peu en sourdine les revendications premières qui

• Medef

« Modernisation » du droit du travail version patronale

Michel de Virville, ex-secrétaire général de Renault chargé de la direction des ressources humaines, proche à la fois de Fabius, de l'archevêque de Paris et du patronat, avait à la mi-janvier établi un rapport intitulé « *Pour un code du travail plus efficace* », commandé par le ministre des Affaires sociales, Fillon. Il y proposait en particulier de créer un « contrat de projet », une sorte de CDD de durée plus longue que les CDD actuels.

Deux mois plus tard, le 17 mars, le Medef s'est prononcé sur ce rapport et, sans surprise, félicite de Virville : « *Un travail excellent* » ! Mais il en rajoute, avec « *44 propositions pour moderniser le code du travail* ». Les raisons avancées sont toujours les mêmes : il s'agit de faire en sorte que « *le code du travail ne constitue pas un obstacle à la compétitivité et à la création d'emplois* ».

Les mesures proposées n'y vont pas par quatre chemins : un bon code du travail, pour le Medef, consiste à supprimer à peu près toute réglementation et toute législation du travail.

A propos du contrat de travail, il faudrait élargir le CDD aux activités permanentes de l'entreprise. La pratique est courante, mais le Medef voudrait la légaliser. Il propose que les CDD puissent

s'enchaîner sans limitation, pour le même salarié ou sur le même poste. L'excellent « contrat de mission » de Virville, le Medef propose qu'il ne soit pas limité aux cadres et il voudrait que sa durée ne soit pas fixée : c'est l'achèvement de la mission qui en déterminerait la fin.

Concernant les salaires, il propose que le smic soit annualisé, de peur sans doute que les smicards gagnent plus que le smic – horreur ! – à cause de telle ou telle prime occasionnelle. D'ailleurs le Medef préconise que le salaire minimum ne soit plus fixé par le gouvernement, mais par une « *commission indépendante* » (indépendante de qui ? Pas des patrons, soyons-en sûrs), qui le revaloriserait « *en fonction des gains de productivité réalisés par les salariés les moins qualifiés et des effets de cette revalorisation sur l'emploi* ». Traduit en clair : le patronat souhaite ni plus ni moins décider lui-même du salaire minimum, en fonction de critères qu'il est seul à pouvoir déterminer.

Le Medef souhaite aussi la fin de la loi fixant la durée du travail ! Ce serait l'accord d'entreprise, ou à la rigueur de branche, qui devrait décider « *le seuil de déclenchement des heures supplémentaires, leur*

volume et le taux de leur majoration ».

Par ailleurs, sous prétexte de simplifier, les représentants du personnel seraient remplacés par un « *comité de dialogue social* » élu pour quatre ans. Dialogue social : le nom sonne bien, mais peut-il y avoir un dialogue à égalité entre des patrons qui détiennent tous les pouvoirs et des « représentants » du personnel ? La réponse à cette question a été donnée depuis le début du capitalisme. Ces délégués, le patron aurait encore moins à les informer et à les consulter.

Le Medef voudrait pouvoir licencier plus facilement, pour inaptitude physique, femmes enceintes et salariés protégés. Il voudrait aussi que la notion de « *harcèlement moral* » disparaisse du code du travail, et que les sanctions pénales ne menacent les patrons que pour des atteintes graves au droit du travail.

Cette « *modernisation* », qui raclerait jusqu'à l'os le code du travail, laisserait les mains libres aux patrons, sans aucune entrave légale ou réglementaire. En somme, un retour au XIX^e siècle. Et ils ont le culot d'appeler cela « *modernisation* » !

Vincent GELAS



Manipulation d'amiante à la pelle, sans la moindre protection, en France en 1996 : l'État laissait se commettre des crimes !

• Le Conseil d'État reconnaît la carence de l'État pour l'amiante

Un demi-siècle de carence criminelle

A la suite de plusieurs affaires judiciaires concernant des travailleurs victimes de maladies dues à l'amiante, le Conseil d'État a admis la « *carence fautive* » de l'État pour n'avoir pas pris à temps une législation appropriée afin de protéger ceux qui se trouvaient en contact avec cette substance.

En France, il a fallu attendre 1945 pour que l'asbestose, maladie voisine de la silicose, dans laquelle les fibres d'amiante se fixent de manière irréversible dans les poumons, soit reconnue comme maladie professionnelle. Mais sans qu'il soit imposé aux travailleurs de prendre des précautions particulières, sinon qu'il était recommandé de porter un masque...

Il faut tout de même savoir que la nocivité de l'amiante a été dénoncée dès 1906, et qu'une réglementation la concernant a commencé à être prise en Grande-Bretagne en 1931.

En France, il fallut attendre 1975 pour que le travail sur l'amiante soit interdit aux moins de 18 ans. Pourtant, depuis 1973 il était admis qu'en plus de provoquer l'asbestose, l'amiante était un produit cancérigène.

Bref, dès cette période on pouvait dire qu'on avait déjà trop attendu pour prendre des mesures anti-amiante, et qu'il aurait fallu l'interdire complètement. Mais les industriels producteurs et utilisateurs, dans le bâtiment, l'automobile, etc., ne l'entendaient pas ainsi. Et il fut défini des valeurs limites d'exposition (les VLE) : on pouvait travailler l'amiante, mais à condition de ne pas dépasser un certain seuil. Rapidement, devant les maladies liées à l'amiante qui se développaient, les autorités durent bais-

ser les VLE et finalement admettre que ces VLE ne servaient à rien.

Et en fin de compte, ce n'est qu'en 1997 que l'utilisation de l'amiante fut complètement interdite en France. Au bas mot avec cinquante ans de retard, si on veut être rigoureux, et plus de vingt ans si on se contente de retenir la date où l'amiante fut reconnue comme cancérigène.

Alors, quand aujourd'hui le Conseil d'État admet la « *carence fautive* » de l'État, il énonce une évidence. Cet arrêt permettra peut-être à quelques victimes de toucher des indemnités un peu plus conséquentes. Mais les vrais responsables, les patrons, les administrateurs et les membres du corps médical qui se sont rendus complices du retard de l'interdiction de l'amiante, ne sont pas poursuivis. Ils ont pourtant des responsabilités écrasantes dans des milliers de décès.

En l'an 2000 on dénombrait en France 3 327 pathologies liées à l'amiante, dont 728 cancers. On compte aujourd'hui environ 3 000 décès par an dus à l'amiante. Et ce nombre devrait augmenter de 25 % tous les trois ans durant les quinze prochaines années, jusqu'à ce que l'effet de l'interdiction de 1997 se fasse sentir et que le nombre des victimes commence à décroître. On peut parler de catastrophe sanitaire.

Et la catastrophe n'a pas été commise parce qu'on n'aurait pas connu les dangers de ce produit. Le patronat et l'État ont sciemment, volontairement, envoyé des travailleurs à la maladie et à la mort. « *Carence de l'État* » ? Le mot est faible, c'est « *crime d'État* » qu'il faut dire.

André VICTOR

• La lutte des « recalculés » du chômage

De bonne guerre !

Le président de l'Unedic, numéro 2 du Medef, a dénoncé « *la guérilla juridique* » qu'ont entamée les associations de chômeurs. Non content d'avoir décidé de réduire la durée d'indemnisation de plusieurs centaines de milliers de chômeurs, il voudrait que ses sales coups ne suscitent aucune réaction. Eh bien, c'est raté pour lui et on ne peut que s'en réjouir !

Les chômeurs font valoir qu'ils sont victimes de la part des Assedic d'une « rupture de contrat », car ils avaient signé le plan d'aide au retour à l'emploi (PARE). Avec les nouvelles mesures, leur durée d'indemnisation est en effet réduite d'environ sept mois – parfois même de quatorze mois, selon la catégorie

de chômeurs. C'est ainsi que, depuis le 1^{er} janvier, selon les associations de chômeurs, près de 300 000 personnes ont vu leurs allocations chômage supprimées, basculant vers le revenu minimum d'insertion (RMI) ou l'allocation spécifique de solidarité (ASS) ou bien se retrouvant sans ressources.

Les chômeurs « recalculés » dénoncent la décision de l'Unedic d'avoir rompu unilatéralement le contrat et ont déposé près de 2 000 dossiers devant les tribunaux d'une quarantaine de villes de France.

Mardi 22 mars, c'est à Paris que le tribunal de grande instance a examiné la plainte de vingt-trois chômeurs dont les allocations viennent d'être sup-

primées. A cette occasion, les associations de chômeurs organisaient une manifestation devant le palais de justice de la capitale. Des recours ont également été déposés depuis le début de l'année à Toulouse, Bordeaux, Créteil dans le Val-de-Marne. A Marseille, la décision du tribunal de grande instance sur la plainte déposée par 37 chômeurs est attendue à la mi-avril.

Les associations de chômeurs se servent de tous les moyens, manifestations comme actions juridiques, pour dénoncer la situation faite aux demandeurs d'emploi. Qu'un représentant du patronat le ressente comme une « *guérilla* », c'est un encouragement à continuer le combat !

Dominique MATHIEU

• Les travailleurs sociaux dans la rue

« Éducateur, pas indic »

Mercredi 17 mars, à l'appel de syndicats, de coordinations et d'associations, plusieurs milliers de travailleurs sociaux, éducateurs, assistantes sociales, étudiants en travail social ont

manifesté à Paris pour demander le retrait du projet de loi Sarkozy de prévention de la délinquance. familles en difficulté dont les travailleurs sociaux ont la charge. Ils refusent que les familles pauvres soient considérées et traitées comme des délinquants, et refusent d'être des délateurs, des collaborateurs de la police.

La manifestation parisienne a rassemblé près de 10 000 personnes, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps dans le secteur social, très éparpillé. Ce fut un beau succès et un défilé très dynamique. Nous avons montré notre colère, aux cris de « *Éducateur, pas délateur* », « *La misère est-elle un crime ?* », « *Services sociaux, pas Renseignements généraux* », « *Éduc, pas indic* ». Et, pour beaucoup d'entre nous, cette manifestation n'était qu'un début.

Les autres villes aussi se sont mobilisées. De nombreuses manifestations ont eu lieu localement, et certaines villes sont venues rejoindre la manifestation de Paris.



La mobilisation dans l'Aube

Dans l'Aube, dès que nous avons eu connaissance du projet de loi Sarkozy sur la « prévention de la délinquance », des militants syndicaux ont fait circuler l'information autour d'eux.

Dans le département, nous sommes dispersés dans de nombreux établissements (Didams, Sauvegarde de l'enfance, PJJ, prévention, etc.), avec différents statuts, conventions, employeurs. Mais, aux réunions du Collectif des travailleurs sociaux de l'Aube qui s'est créé, une vingtaine de personnes sont

venues, en majorité non syndiqués, éducateurs et assistants de service social, puis d'autres ont pris le relais en fonction de leurs disponibilités.

Une pétition a été lancée et nous sommes montés à la manifestation du 17 mars à Paris. Le car était presque plein au départ de Troyes.

Les éducateurs de prévention spécialisée sont les plus touchés, car ils ne pourront plus travailler avec les jeunes dans les quartiers si on les oblige à donner les noms des gamins en difficulté qu'ils ren-

contrent. Mais les assistants sociaux sont aussi très remontés : ils ou elles voient tous les jours des familles dont la situation se dégrade, d'autant plus en ce moment avec la fin des ASS, le retour des expulsions (22 dès le premier jour de la levée de l'interdiction pendant l'hiver !), ou bien le plafond de la CMU qui a remonté et qui fait que des gens viennent demander aide car ils doivent payer la couverture maladie complémentaire.

Et en plus, il faudrait fliquer les gens dans la pauvreté ? C'est inacceptable et révoltant !

• Maisons de retraite

En attendant la prochaine catastrophe...

A quatre mois de l'été, les responsables des maisons de retraite viennent, à nouveau, de dénoncer l'insuffisance de leurs moyens.

Après le drame provoqué par la canicule d'août dernier, une circulaire ministérielle enjoint aux établissements de s'équiper d'une pièce climatisée d'ici juin. Or, cette année, le gouvernement n'a augmenté leurs crédits que de 1,54 % !

Il en va de même pour les 250 000 postes et les 40 000 pla-

ces supplémentaires demandés par les établissements pour combler leurs besoins. Le gouvernement ne leur propose que la création de 15 000 postes et de 10 000 places... sur cinq ans.

Certes, toutes les maisons de retraite ne sont pas logées à la même enseigne. Certains établissements, qui font de la prise en charge des personnes âgées une activité très lucrative, auraient les moyens de s'équiper et d'embaucher le personnel nécessaire sans attendre les

aides du gouvernement, mais ils ne veulent pas écorner les dividendes versés à leurs actionnaires. En revanche, beaucoup d'autres sont des institutions à but non lucratif, qui doivent jongler avec trop peu de moyens pour se moderniser.

Le fait est qu'en appliquant à ces dernières une politique budgétaire d'austérité, le gouvernement ne leur permet pas de faire face à une nouvelle canicule ou à une autre catastrophe climatique.

• HLM

Se loger, la galère

Trouver à se loger à des prix raisonnables est un problème que connaissent bon nombre de travailleurs, nul besoin d'études officielles pour le savoir.

Mais c'est ce que confirme, de façon chiffrée, l'Insee, qui constate que les ménages à bas revenus se tournent de plus en plus vers les HLM, et que la population de ceux-ci s'appauvrit. Elle établit de même que les loyers des personnes à bas revenus

augmentent plus vite que la moyenne, et qu'elles consacrent une part croissante de leurs ressources à se loger : 29 % en 1988, 40 % en 2002, avant les aides au logement ; 13 % en 1988, 16 % en 2002, en tenant compte de ces aides. En résumé donc, plus on est pauvre, plus le logement coûte cher et plus on a de mal à en trouver un.

Et à ces familles de travailleurs, frappées par la baisse des

salaires, la précarité et le chômage, le gouvernement ne trouve rien d'autre à proposer que l'accession à la propriété ! Comme si le rachat de logements HLM, pas toujours en bon état, était à leur portée, et pouvait garantir à ceux qui, faute d'autre possibilité, doivent se saigner pour s'acheter un logement, d'être correctement logés.

Vincent GELAS

• Courrier des lecteurs

Encore une arnaque au détriment des retraités

Je voudrais attirer votre attention sur l'arrêté fixant la revalorisation des pensions du régime général pour l'année 2004.

Le code de la Sécurité sociale décrit avec précision le mode de revalorisation de ces pensions, dont le principe fait l'objet d'articles précis dans la loi sur les retraites d'août 2003.

L'application de ces textes aurait dû conduire à une réévaluation des pensions de 1,9 %, et non 1,7 %, et entraî-

ner un rappel (une compensation, pour reprendre le terme utilisé dans le code de la Sécurité sociale), représentant 0,4 % des pensions versées en 2003.

Il est certain que les sommes concernées ne sont pas individuellement très importantes, mais nous sommes plus de 9 millions et, au total, le « manque à gagner » est proche de 400 millions d'euros....

P.G.

Ainsi le gouvernement, bafouant ses propres lois, a encore trouvé le moyen de voler 400 millions aux retraités. Le mode de revalorisation est suffisamment complexe pour qu'il ne soit pas facile de se rendre compte du vol dont on est victime. En effet, les pensions sont revalorisées selon l'augmentation prévue de l'indice des prix hors tabac, ajusté l'année suivante de la différence entre la prévision et la réalité. Cette année, le gouvernement a réussi à escamoter 0,2 point de revalo-

risation. Quant à la compensation pour le manque à gagner des retraités au cours de l'année 2003, elle n'a tout simplement pas été versée !

Non seulement le gouvernement se livre à des attaques en règle contre la population laborieuse, mais il ne recule devant aucune mesquinerie pour lui voler en douce encore quelques sous de plus.

Merci à notre correspondant d'avoir mis à jour ce nouveau coup bas dont sont victimes les retraités.

• Alstom - La Courneuve (Seine-Saint-Denis)

La grève contre les licenciements continue

Lundi 22 mars, les travailleurs d'Alstom à La Courneuve (Seine-Saint-Denis) entamaient leur troisième semaine de grève contre les licenciements.

Chaque jour ils se sont retrouvés devant la porte de l'usine à un peu plus ou un peu moins d'une centaine.

Ils ont poursuivi leurs visites aux autres sites Alstom. Ils étaient à Saint-Ouen le jeudi 18 où, selon son habitude, la direction fermait les portes, bloquant les salariés dehors jusqu'à ce que les grévistes s'en aillent, vers dix heures du matin.

Ce même jeudi, lors d'une réunion qui se tenait à Belfort, où sont prévus le plus gros des licenciements (700), la direction a un peu assoupli les mesures d'âge prévues pour accompagner son « plan social ». D'un départ possible à 57 ans, on passerait à 55 ans, et la direction assurerait les cotisations des cinq dernières années nécessaires à l'acquisition d'une retraite

pleine. C'est un premier pas, mais d'autant plus insuffisant que rien n'est prévu pour ceux des licenciés qui ont moins de 55 ans. Alors la grève a été reconduite.

L'usine n'est pas occupée mais, même le week-end, quelques grévistes passent un moment, assurant de fait un piquet toute la journée. Samedi 20 mars, une petite équipe a décidé d'aller peindre le mur de l'usine, mitoyen avec l'autoroute A86 qui passe à proximité. A peine avaient-ils fini d'y inscrire leurs slogans qu'une voiture de police s'arrêtait, menottant les trois travailleurs comme s'ils étaient de dangereux malfaiteurs et les embarquant pour le commissariat de La Courneuve. Deux heures après, ils étaient relâchés et regagnaient l'usine, le moral plutôt remonté d'un cran.

Du côté de la direction locale, le DRH et quelques-uns de ses acolytes ont pris leurs quartiers dans les hôtels des vil-

les environnantes, d'abord au Blanc-Mesnil puis à Aulnay-sous-Bois, quand leur premier « repaire » fut découvert par les grévistes.

Lundi 22 et mardi 23, la direction générale a réuni les syndicats CGT des établissements de La Courneuve en grève (Power et Customer), mais rien de satisfaisant n'en est sorti. Le lendemain, une visite a été organisée au siège central d'Alstom à Paris, avenue Kléber, et, une nouvelle fois, les portes ont été fermées, les salariés laissés sur le trottoir.

Le 24 mars, une nouvelle réunion devait avoir lieu à Belfort sur le « livre III du plan social », c'est-à-dire sur les mesures d'accompagnement des licenciements. Les grévistes attendaient de pied ferme. Ils veulent une solution pour tous.

Correspondant LO

• STMicroelectronics, Grenoble (Isère)

« De l'argent il y en a... »

STMicroelectronics, une multinationale qui possède un « cash », c'est-à-dire une cagnotte de trois milliards de dollars accumulés sur le dos des salariés, et qui fait des profits annuels de plusieurs centaines de millions de dollars, vient de licencier 600 salariés à Rennes. Dans la région grenobloise, cette entreprise a reçu, avec Motorola et Philips, 543 millions d'euros de subventions de la part de l'État et des collectivités locales.

Ces derniers mois, dans le site de Grenoble, à quelques centaines, nous avons manifesté à plusieurs reprises notre désaccord avec les licenciements de nos collègues de Rennes, ainsi que notre solidarité.

Récemment, la direction a décidé de bloquer les salaires des ingénieurs et cadres, alors que les opérateurs et techniciens ont droit à trois malheureux pour-cent d'augmentation au 1^{er} avril. Ajoutés à l'inquiétude concernant l'avenir des emplois sur le site de Grenoble, les licenciements à Rennes étant peut-être le début de licenciements

aussi dans les autres usines du groupe, ça a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. C'est donc à 250 que nous nous sommes retrouvés en assemblée générale le jeudi 4 mars pour, le lendemain, nous retrouver à 300 en manifestation dans l'usine et quitter le travail nombreux dès le début d'après midi... et jeudi 19 ; mais nous nous sommes rassemblés à 450 environ devant l'usine pendant la venue des médias locaux, puis à nouveau en manifestation dans l'usine en entrant dans les bâtiments. L'ambiance était au rendez-vous et les slogans tels que « *De l'argent, il y en a, pour nos salaires et nos emplois !* » étaient largement repris.

Pour l'instant la direction fait savoir par voie de presse qu'elle ne comprend pas les raisons d'inquiétude des salariés. Parmi nous, l'idée d'élargir et d'amplifier ces manifestations de mécontentement fait son chemin.

Correspondant LO

• Antilles-Guyane

Fin de la grève des banques, les grévistes ont fait reculer l'AFB

Après douze semaines de grève, la détermination des grévistes des banques en Guyane, Martinique et Guadeloupe, a payé. Ainsi un accord favorable aux grévistes a été signé le 12 mars, sous l'égide du directeur du Travail entre l'AFB (Association Française des Banques) et les grévistes des banques affiliées à celle-ci (BNP, BFC, SGBA et BDAF).

Rappelons que la cause principale de la grève était une nouvelle convention nationale venant remplacer la convention Antilles-Guyane, plus favorable aux salariés. La nouvelle convention faisait notamment disparaître un certain nombre d'avantages acquis concernant les congés et la prime de vie chère de 40 %.

Il aura fallu de longues négociations pour aboutir à la signature d'un accord. La délégation de l'AFB qui était venue en Guadeloupe avait commencé les négociations le mercredi 3 mars. Cette délégation était brusquement répartie le

vendredi 5 sans aucune explication et un seul point avait été discuté. Le point d'achoppement était le paiement des jours de grève. La position de l'AFB était de ne rien payer et, pour les grévistes, cette dernière était la seule responsable de la durée de la grève. Le tribunal de grande instance, dans un jugement du 13 février, avait estimé que la dénonciation de la convention locale par l'AFB n'avait pas été faite dans les règles. Le tribunal avait donné raison aux grévistes, mais l'AFB continuait à vouloir imposer la convention nationale.

Le départ de la délégation de l'AFB avait eu pour effet de perturber certains grévistes. Mais M. de Massy, l'un des dirigeants de l'AFB, avait signé un document où il s'engageait à revenir à la table des négociations le 10 mars pour poursuivre celles-ci.

Entre-temps les grévistes continuaient leur mobilisation et avaient le soutien de nom-

breux travailleurs et de la population même si cette dernière souffrait de la situation.

La délégation est donc revenue le mardi 9 et les négociations ont commencé le mercredi 10 à la Chambre de commerce et d'industrie de Pointe-à-Pitre, avec la présence importante des forces de police. L'accord du 12 mars prévoit de prolonger les effets de la convention locale jusqu'au 31 juillet 2004, avec une période supplémentaire ne pouvant excéder le 31 octobre 2004. Durant cette période, d'autres négociations se tiendront pour mettre en place une convention qui serait une synthèse de la convention locale et nationale. Ce que les grévistes réclamaient depuis le début du mouvement, à savoir la prorogation de la convention locale en attendant la fin des négociations de la nouvelle, l'AFB a fini par l'accepter après 81 jours de grève.

L'accord stipule que l'AFB prendra en charge 40 % des

jours de grève et les grévistes 60 %. Le paiement à la charge des grévistes sera étalé sur 24 mois. L'AFB a également proposé le paiement d'une prime à tous les salariés (grévistes et non-grévistes) dont le montant sera compris entre 400 et 750 euros en fonction du salaire, pour faire face au surcroît de travail lié à l'ouverture à la clientèle.

L'accord prévoit également l'annulation des sanctions disciplinaires et judiciaires pour fait de grève et la régularisation des mesures bancaires et financières prises à l'encontre des grévistes.

Pour ceux-ci, c'est une victoire, car l'AFB a reculé en reconnaissant l'existence des conventions locales.

Les grévistes ont repris le travail la tête haute et satisfaits d'avoir fait reculer une puissance comme l'AFB. Mais pour eux ce n'est qu'une suspension du conflit, car il faudra rester vigilants. Concernant le paiement des jours de grève, une

action devant le conseil des prud'hommes a été initiée. Et puis les négociations avec l'AFB autour d'une nouvelle convention doivent commencer en avril et il s'agit d'être sur ses gardes, car elle voudra certainement reprendre d'une main ce qu'elle a donné de l'autre. Mais les travailleurs, après 81 jours de grève, ont le moral et ont appris à se battre, avec leurs manifestations multiples en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, la présence active des piquets de grève, y compris en s'opposant à la police. Journées d'action de la CGTG dans tous les secteurs, journée d'action de l'UGTG, perturbation de la zone industrielle de Jarry, actions en direction des non-grévistes, grève de 24 heures de solidarité de ceux du Crédit Agricole et de la Bred, meetings, toute cette mobilisation aura pesé sur les patrons de l'AFB et même sur les patrons des autres entreprises, gênés par la grève. Comme quoi, seule la mobilisation et seule la lutte paient.

• SAES (Toulouse)

15 jours de grève pour les salaires

SAES est une entreprise du bâtiment, filiale toulousaine du groupe EIFFAGE (construction). Elle emploie 60 ouvriers en CDI (contrats à durée indéterminée), pour 90 ayant des contrats d'intérim.

Sur la région toulousaine, il est courant que les patrons cherchent à nous mettre en concurrence avec des intérimaires portugais qui viennent pour des « missions » de trois mois, renouvelables à l'infini (payés 7,50 euros de l'heure, prime de grand déplacement comprise). Au Portugal, ce sont les Ukrainiens qui sont surexploités. Chez SAES, comme partout, le patron se sert de la précarité pour essayer d'imposer des conditions de travail pénibles. Il nous est demandé de plus en plus de rendement. La chasse aux temps morts est la règle. Sous prétexte de tenir les délais, il nous est aussi demandé de travailler en équipes chevauchantes ou successives, et le travail le samedi est fortement encouragé, voire imposé aux travailleurs intérimaires, sous menace de fin de mission.

Et puis, il y a les salaires. Et c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Lors des négociations sur les salaires, le patron proposait 1 % au 1^{er} janvier et 1 % au 1^{er} juillet. Le lundi 1^{er} mars, à la suite d'une réunion appelée par la CGT, nous nous sommes mis en grève à 45 ouvriers CDI pour obtenir 5 % d'augmentation.

La première semaine, nous sommes restés au siège de l'entreprise : on gênait l'accès aux bureaux, banderoles déployées, sit-in dans le hall d'accueil, grillades sur le parking, assemblées tous les jours pour déterminer la suite du mouvement. Dès le lundi

matin, la direction proposait 1,7 % au 1^{er} janvier et un complément d'augmentation pouvant aller jusqu'à 0,8 % au 1^{er} mai, date de la négociation de la grille régionale. Mais cela ne faisait pas le compte.

Vendredi 5 mars, il fut décidé avec les plus déterminés d'aller bloquer le chantier du collège de Nailloux. Le chantier a été bloqué toute la semaine. Les intérimaires, en solidarité avec nous, ont refusé de travailler tant que nous étions devant le portail. Toutes les marchandises ont dû faire demi-tour : toupies de béton et pré-dalles. La direction, comptant nous intimider, a envoyé un huis-sier. En vain.

Vendredi 12 mars, dès 7 h, la direction qui s'était déplacée sur le chantier a un peu reculé en proposant : 2,5 % d'augmentation au 1^{er} janvier, la retenue des jours de grève en deux fois et 250 euros de prime si nous reprenions lundi 15 mars et si nous nous engageons à rattraper le retard du chantier d'ici le 15 avril et à venir deux à trois samedis. Elle demandait que l'on reporte notre solde de congés et nos journées RTT en mai et juin.

La direction a donc un peu reculé, mais avec des conditions de reprise inacceptables, d'autant que nous réclamions le paiement des jours de grève. Cependant certains d'entre nous ne se sentaient pas de tenir une troisième semaine et nous avons décidé la reprise du travail tous ensemble, avec le sentiment de le faire la tête haute et bien décidés à nous faire respecter.

• NOROXO – Harnes (Pas-de-Calais)

ExxonMobil peut et doit payer

Depuis lundi 21 mars, les ouvriers de l'usine pétrochimique Noroxo, à Harnes dans le Pas-de-Calais, sont en grève. Ils bloquent les entrées et empêchent les camions de sortir les stocks.

L'usine avait été fermée le 2 janvier dernier, suite à l'épidémie de légionellose qui, dans la région, avait frappé quatre-vingt-six personnes et fait treize morts. On avait alors décelé dans une tour aéroréfrigérante

tonnes d'alcools et d'acides industriels pour l'automobile et le bâtiment, pour l'industrie des détergents, des lubrifiants, des câbles, etc. Cela rapportait gros et peu importait alors les risques pour l'environnement et pour la santé humaine : en janvier, lors de la fermeture de l'usine, la direction était allée jusqu'à nier que l'usine soit à l'origine de la contamination et avait protesté contre l'arrêt de la production, alors qu'il y avait déjà... soixante cas de légionel-

2003, il publiait un bénéfice net de 6,65 milliards de dollars, contre 4,09 milliards pour la même période de l'année précédente, soit une augmentation de plus de 50 %, et proclamait des dividendes de 17 % pour les actionnaires ! Beaucoup mieux que la Caisse d'Épargne.

Peut-être l'usine ne peut-elle pas fonctionner telle qu'elle est et faut-il encore procéder à des améliorations en matière de sécurité, voire en construire une moderne. Nous ne le savons



de l'établissement les mêmes bactéries que celles à l'origine de l'épidémie, et à des taux six cents fois plus élevés que le seuil autorisé !

Depuis, l'usine a été nettoyée, dépolluée et, après accord des autorités sanitaires et administratives, la Préfecture a donné son feu vert pour le redémarrage. Mais c'est maintenant la direction qui s'y refuse. Elle soumet la réouverture éventuelle du site à « l'analyse des conditions commerciales et économiques de reprise après un arrêt prolongé ». Autrement dit, les 160 salariés de Noroxo et une centaine d'ouvriers de sous-traitance ne retrouveront leurs moyens d'existence que si les actionnaires jugent la rentabilité de l'usine suffisante pour leur portefeuille.

Quel culot ! Pendant des dizaines d'années, l'usine a produit des centaines de milliers de

lose et sept morts. Rentabilité oblige !

Pour ne pas rouvrir le site, la direction invoque aussi les nouveaux impératifs fixés par l'arrêté préfectoral en matière de précautions pour l'environnement dont, notamment, un seuil de tolérance plus bas pour la concentration de bactéries dans les tours aéroréfrigérantes et les rivières alentour. Face à cela, la direction ne veut pas prendre le risque de redémarrer pour se voir intimer l'ordre de fermer plus tard, puisqu'elle sait qu'elle n'investira pas dans la sécurité pour mettre l'usine en conformité.

Pourtant Noroxo appartient au groupe ExxonMobil, le premier groupe pétrolier mondial. Celui-ci annonçait en janvier 2004, selon les journaux boursiers spécialisés « des profits trimestriels et annuels records ». Pour le quatrième trimestre

pas. Mais une chose est sûre, c'est que dans tous les cas ExxonMobil peut payer l'intégralité des salaires de tous les travailleurs du site jusqu'à ce que celui-ci soit aux normes. Si le trust a été négligent au point de laisser les conditions de sécurité se dégrader pendant des années, ce n'est pas aux travailleurs d'en payer les conséquences.

Et, à Noroxo comme dans tous les grands trusts qui font des profits fabuleux mais n'en licencient pas moins, il faut que les travailleurs et la population aient les moyens de contrôler ce que font et décident les patrons des entreprises. Que ce soit en matière de finance ou dans le domaine de la sécurité, ils ne peuvent en aucune manière leur faire confiance.

Sophie GARGAN

• Wärtsilä-Mulhouse

La loi et Fillon contre les travailleurs

La direction de l'entreprise de moteurs Wärtsilä, qui a décidé la suppression de plus de 500 emplois, dont 276 à Mulhouse (Haut-Rhin) et 47 à Seclin dans le Nord, a proposé le 3 mars dernier, dans le cadre du plan de restructuration, de

continuer à payer les personnes licenciées à hauteur de 65 % de leur salaire net jusqu'à ce qu'elles aient retrouvé un emploi. Et voilà que le ministre François Fillon proteste contre cette mesure. « La loi dite de modernisation sociale, a-t-il

déclaré, a fixé un maximum pour cette aide aux salariés de neuf mois. Il ne peut être envisagé de déroger à cette contrainte légale. »

Pour le moment, la formule trouvée est que Wärtsilä paiera ses salariés licenciés

sur une durée maximum de dix-huit mois. Ce serait pourtant la moindre des choses que les patrons des entreprises qui licencient prennent sur leurs profits présents et passés pour assurer leur salaire intégral – et pas seule-

ment 65 % – à tous leurs salariés, tant qu'ils n'ont pas retrouvé un emploi équivalent. Quant à l'État, il devrait intervenir pour les y contraindre, pas pour dire que cette indemnisation est excessive, quand elle existe.

• EDF-GDF, bientôt le changement de statut

Ouverture du marché et du capital : un pactole pour le secteur privé

Le 8 avril, les syndicats d'EDF-GDF (à l'exception de la CGC) appellent à une journée de grève avec manifestations régionales. Ce jour-là, le Conseil d'État doit débattre du changement de statut d'EDF-GDF, un projet prévu depuis longtemps par le gouvernement. Ces deux entreprises d'État deviendraient des entreprises comme les autres, avec le droit, d'une part, de se diversifier (EDF aurait le droit de vendre du gaz et GDF de l'électricité) et surtout d'accueillir des capitaux privés. Puis le 15 avril le Conseil des ministres en discutera, et plus tard (après les élections européennes ?) ce sera au tour de l'Assemblée nationale de se prononcer.

Il y a deux semaines, le 11 mars, EDF présentait ses résultats pour 2003 : 857 millions d'euros de bénéfices, contre 231 millions en 2002. Une forte augmentation donc. Bien sûr, les résultats d'EDF ont plusieurs fois dans le passé été présentés avec des astuces comptables pour les gonfler ou les minorer, selon la stratégie de la direction. Il n'en demeure pas moins qu'EDF dégage de substantiels bénéfices. Et cela est d'autant plus remarquable que la canicule lui a coûté 335 millions en achats de courant très cher pour honorer ses engagements, qu'elle a dû rembourser une grosse somme à l'État à la suite d'un changement comptable imposé par l'Union européenne et qu'elle a dû par-dessus le marché éponger d'énormes déficits de certaines de ses filiales étrangères (612 millions pour EnBW, sa filiale allemande, et 944 millions pour Light, sa filiale brésilienne).

Les profits qu'annonce aujourd'hui EDF (et c'est pareil pour GDF) sont les futurs dividendes des actionnaires de demain.

Vers la hausse des prix ?

L'ouverture du marché a officiellement pour fonction de diminuer les prix, grâce à l'introduction de la concurrence. Qu'en est-il en réalité ? En France, les prix pour les usagers ordinaires sont pour le moment encadrés par l'État. A

plusieurs reprises EDF a souhaité des augmentations assez fortes et l'État les a refusées, pour des raisons politiques et électorales. Néanmoins, depuis quelques années les tarifs d'EDF, qui avaient baissé pendant une assez longue période, se sont remis à augmenter. Les usagers ont payé pour les rachats considérables par EDF d'entreprises électriques à l'étranger.

Mais ce qui est vrai, pour le moment, pour les simples usagers ne l'est plus pour ceux qui sont entrés dans le domaine de la concurrence, c'est-à-dire du marché « ouvert ». Il s'agit essentiellement des gros industriels ou transporteurs (comme la SNCF). Pour ceux-là, il est difficile d'y voir clair, les contrats étant secrets (ils l'étaient d'ailleurs déjà auparavant). Mais il semble bien qu'il y ait une augmentation générale. Ainsi la SNCF aurait payé sa facture d'électricité 40 % plus cher en 2003. Cela semble indiquer une concertation des gros producteurs d'électricité européens (puisque'ils sont paraît-il en concurrence) pour tirer les tarifs vers le haut.

A partir du 1^{er} juillet prochain, les moyens consommateurs, artisans, commerçants, etc. (en gros, tous ceux qui figurent dans les pages jaunes des annuaires, soit 2,5 millions de clients) vont à leur tour « bénéficier » de la liberté de choix. Ils ont de quoi être inquiets. Les municipalités et regroupements de communes sont elles aussi en train de se demander ce qui va leur arriver, et quel fournisseur elles devront choisir.

Quant aux simples consom-

mateurs, c'est en 2007 qu'ils pourront à leur tour goûter au charme de la concurrence, et de la valse des tarifs qui risque de l'accompagner.

Le problème ne se pose pas seulement en France, mais dans toute l'Europe, chaque pays ayant ses particularités. Ainsi le gouvernement espagnol (celui d'Aznar) a décidé de maintenir jusqu'en 2010, soit trois ans de plus que prévu, les tarifs réglementés de l'électricité pour les entreprises... afin d'éviter les délocalisations, selon le secrétaire d'État espagnol à l'Énergie. Autant dire que de l'autre côté des Pyrénées l'heure est aussi à la hausse des tarifs !

La menace de privatisation

Pour le moment, officiellement, la privatisation n'est pas encore à l'ordre du jour. Mais il est bien évident que ce sera l'étape suivante. Il s'agit d'une grave menace qui s'ajoute à celle de la déréglementation, laquelle, à elle seule, devrait entraîner la hausse des tarifs et une grande complexité de la situation.



Les nouvelles publicités d'EDF dans la presse. Et dans 3 ans, ce sera la création de « EDF pour les particuliers » ?

Mais l'ouverture du capital, c'est-à-dire le début de la privatisation, devrait en outre entraîner pour les investisseurs privés la volonté de récupérer des dividendes. Ce qui ne peut que pousser encore plus à la hausse des tarifs.

Bref, il s'agit d'une grave menace pour les usagers ainsi que pour le personnel d'EDF et GDF (aujourd'hui quasi totalement séparés). Les effectifs diminuent (moins 7 000 en quatre ans pour EDF), les conditions de travail ne cessent de se dégrader.

Les salariés sont inquiets de la menace de changement de statut du personnel. Roussely, le PDG d'EDF, assure qu'il n'y touchera pas. Mais qui peut imaginer que les futurs actionnaires d'EDF et de GDF voudront maintenir la garantie de l'emploi, alors que partout les plans de licenciements se succèdent pour permettre l'augmentation des profits des actionnaires et que, à l'étranger, EDF ne se gêne pas pour « virer » une partie du personnel de ses filiales ?

Les bénéfices d'EDF devraient plutôt être utilisés pour améliorer le service public, en embauchant des électriciens et des gaziers pour mieux servir les usagers et en investissant pour que, par exemple, ne se reproduisent pas les coupures de l'été dernier lors de la canicule.

Pour la population, il ne faut ni ouverture du marché, ni ouverture du capital. Il faut un véritable service public à l'échelle européenne, ce qui est de l'intérêt de tous les usagers européens et de tous les travailleurs de l'électricité et du gaz en Europe.

Mais cela, ce sont eux qui devront l'imposer.

Correspondant LO

• SMB - Mussy-sur-Seine (Aube)

Une manifestation pré-électorale

Samedi 20 mars, près de 300 manifestants ont défilé sans banderole, mais non sans colère, dans le village de Mussy-sur-Seine, à l'est du département de l'Aube. Les rares commerces avaient été fermés pour l'occasion. Les 32 licenciements annoncés dans la commune viennent s'ajouter à tous les précédents qui en font une région sinistrée.

La veille, pendant 1h30, les salariés de la Société de Méca-

nique de Bernon (SMB) de Saint-Thibault avaient bloqué l'autoroute A5. La SMB, qui compte 116 salariés à Saint-Thibault et 50 à Mussy, est en redressement judiciaire depuis que les actionnaires du groupe Général Trailers (nouveau nom de l'entreprise US Fruehauf) ont décidé de retirer leurs capitaux et de vendre les unités de production. L'objectif pour ce groupe mondial est de faire produire essieux, remorques,

camions par des sous-traitants, pour investir cet argent frais dans d'autres secteurs.

Un « plan social » se prépare, c'est-à-dire des fermetures d'usines et des licenciements. Ceux qui garderaient leur emploi lors d'un rachat savent que cela se traduirait par une aggravation considérable des conditions de travail et de salaire.

Les manifestants avaient, en quelque sorte, convoqué les

politiques, la veille des élections. Parmi les manifestants s'était même égaré le candidat-conseiller-général-sortant (UDF), qui a regretté qu'on ne lui ait pas demandé de prendre la parole !

Une prochaine manifestation était prévue mercredi 24 mars au siège social, à Ris-Orangis. Les problèmes des travailleurs ne sont pas réglés, face aux menaces de cette multinationale.

• Proche-Orient

Cheikh Yassine assassiné, Le terrorisme de l'État israélien à l'œuvre

L'assassinat du chef du Hamas, cheikh Yassine, au matin du lundi 22 mars, a bouleversé la population palestinienne des Territoires occupés. Une foule estimée à 200 000 personnes, où tous les membres des diverses factions palestiniennes étaient rassemblés, a porté son linceul en terre, criant sa haine à l'égard des commanditaires et des complices de cet assassinat.

L'armée israélienne avait déjà tenté d'assassiner Yassine en septembre 2003. Une bombe avait alors pulvérisé l'étage où était censée se dérouler une réunion entre le cheikh et d'autres membres de la direction du Hamas. C'est dire que cet assassinat qui vient d'avoir lieu était envisagé, programmé même. D'ailleurs, après l'attentat palestinien perpétré le 14 mars dernier dans le port israélien d'Ashod, l'armée avait publiquement obtenu le feu vert pour « éliminer les terroristes du Hamas ». Dès lors, une « action de grande envergure » à l'encontre du Hamas était attendue.

Cet attentat ciblé, ce véritable acte terroriste qui a aussi fait sept autres morts et de nombreux blessés, ne résoudra évidemment aucun des problèmes qui depuis des décennies ensanglantent cette région du monde. Au contraire même. Les Sharon et autres jusqu'au-boutistes peuvent bien tuer des responsables palestiniens, détruire des maisons, bombarder des villes, accaparer toujours plus de terres, créer de nouvelles zones d'enfermement, provoquer en fait tout un peuple, jamais ils ne parviendront à briser la résistance de centaines de milliers d'hommes et de femmes qui se battent pour leur droit à la vie, pour leur dignité.

La situation qui prévaut à Gaza est d'ailleurs révélatrice de cette tragédie. Sur cette bande de terre de 362 km² vivent 1,2 million de Palestiniens et 7 500 Israéliens répartis en 21 colonies. Pour protéger ce peu de colons, une division entière de l'armée israélienne est déployée, avec toute sa logistique et son armement ultra-moderne. Pour mettre fin à l'occupation de toute la bande de Gaza et à ces implantations ruineuses, même du point de vue des intérêts israéliens, plusieurs gouvernements avaient déjà envisagé de

la quitter, sans jamais mettre leur prétendue volonté à exécution.

Le gouvernement Sharon a lui aussi dit vouloir évacuer Gaza. Il a même annoncé qu'il démantèlerait unilatéralement 17 des 21 colonies, mais pas avant l'élection présidentielle aux États-Unis, qui doit avoir lieu en novembre prochain. Et si retrait des forces israéliennes il y a, il devrait durer un an et demi. C'est dire que d'ici là les intentions aujourd'hui proclamées peuvent être oubliées.

Bien des commentateurs voient une corrélation entre le retrait à venir de Gaza par l'armée israélienne et l'assassinat du cheikh Yassine. Le but de Sharon serait de rendre la situation à Gaza explosive, incontrôlable, en particulier pour l'autorité palestinienne. Dans ce scénario fou, la disparition de Yassine, qui à plusieurs reprises s'était pourtant déclaré favorable à des cessez-le-feu, voire

même à des compromis avec les gouvernants israéliens, plongerait Gaza dans des troubles incontrôlables pouvant conduire à une guerre quasi ouverte entre le Fatah de Yasser Arafat et le Hamas.

Cette politique du pire, du désastre même, comme le disent certains, est-ce ce que cherche Sharon ? Cela est bien possible, tant la violence à l'égard des Palestiniens fut et reste inhérente à toute la politique sioniste. Israël s'est construit sur la dépossession d'un peuple, spolié et humilié depuis plus de cinquante ans maintenant. Sa haine à l'égard des dirigeants sionistes et la légitimité de ses aspirations à retrouver ses droits nationaux ont servi de terreau au développement de mouvements nationalistes, peu ou pas religieux dans un premier temps, ultra-religieux dans un second temps.

Cela peut paraître paradoxal, mais les mouvements reli-

gieux comme celui des Frères musulmans, auquel Yassine a longtemps appartenu, furent dans les années 1980 favorisés par les dirigeants israéliens qui entendaient se servir d'eux pour limiter l'influence du Fatah. Mal leur en prit. Dès que ces mouvements eurent acquis une certaine base de masse, ils reflétèrent à leur façon quelques-uns des sentiments et quelques-unes des volontés de la population, dévoyant ainsi son combat national et social dans la voie d'affrontements désespérés, utilisant notamment comme moyens d'action les actes terroristes et les attentats suicides à l'encontre des civils israéliens.

Malheureusement, alors que la politique agressive des dirigeants israéliens vise à créer un fossé toujours plus grand entre la population israélienne et les aspirations pourtant légitimes des Palestiniens, cette politique des groupes islamistes palestiniens accentue encore ce fossé.

En même temps, elle aboutit à soustraire tous les actes de la résistance militaire au contrôle de la population palestinienne, pourtant la première concernée.

Mais, dans le conflit qui oppose les gouvernants israéliens à la population palestinienne, notre solidarité va à cette dernière, quels que soient les dirigeants qu'elle s'est choisis, tout simplement parce que son combat est juste et parce que la principale responsabilité dans la situation actuelle appartient aux dirigeants israéliens et à leur politique brutale d'agression, qui depuis des décennies bafoue les droits élémentaires de tout un peuple. Et malheureusement, avec l'assassinat du cheikh Yassine, le 22 mars, ils semblent avoir franchi encore un pas dans la voie de l'aggravation du conflit.

Georges LATTIER



Des soldats américains sur les lieux d'un attentat commis le 18 mars, en plein centre de Bagdad.

La politique sanglante des États impérialistes alimente le terrorisme

Le 20 mars 2003, le gouvernement de George Bush décidait d'attaquer l'Irak. L'attaque avait été précédée pendant des mois par une campagne d'intoxication centrée sur la menace terroriste que le régime de Saddam Hussein faisait planer sur le monde, et plus précisément sur les États-Unis. Dix-huit mois auparavant, en octobre 2001, la guerre menée en Afghanistan avait été présentée comme une réponse aux attentats du 11 septembre, pour mettre fin au terrorisme de Ben Laden et de son réseau Al Qaida. Le gou-

vernement américain justifie ses interventions guerrières en se présentant comme le champion de la lutte antiterroriste, affirmant que leur but est d'assurer la sécurité sur la planète. Mais avec quels résultats ?

La guerre en Afghanistan a fait des milliers de morts parmi la population, mais Ben Laden est toujours vivant et rien ne dit qu'Al Qaida soit démantelé. Depuis le début de l'année 2002, une douzaine d'attentats, faisant à chaque fois un nombre important de victimes, à Bali, en Turquie, en

Arabie Saoudite ou dernièrement en Espagne, ont été revendiqués par des groupes islamistes. En Irak, il ne se passe guère de jour sans qu'ait lieu un attentat dans ce pays dévasté par les bombardements, les pillages, les années de boycott qui ont engendré misère et chômage, suite aux interventions militaires des pays impérialistes. Il en va de même en Israël, où la politique barbare menée par Sharon pousse chaque jour de nouveaux Palestiniens à commettre des attentats suicides.

La « lutte contre le terro-

risme » des dirigeants impérialistes n'est qu'un mot qui leur sert à tromper la population sur les motifs de leurs interventions : défendre les intérêts d'une minorité de possédants. Ce ne sont pas non plus eux qui paient. Loin de l'éradiquer, la politique sanglante des États impérialistes, qui n'est d'ailleurs rien d'autre qu'un terrorisme d'État, ne peut au contraire que développer le terrorisme, en alimentant le terreau sur lequel il s'implante : la misère, l'exclusion et la haine.

M. L.